

Rapport sur la Politique Monétaire

Juillet 2021

**DÉVELOPPER LA CONFIANCE,
GARANTIR L'AVENIR**



BANQUE CENTRALE DE LA RÉPUBLIQUE DE GUINÉE

RAPPORT SUR LA POLITIQUE MONÉTAIRE

Juillet 2021

**DÉVELOPPER LA CONFIANCE,
GARANTIR L'AVENIR**



SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
Liste des Abréviations	3
Liste des Graphiques	4
Liste des tableaux	4
COMITE DE POLITIQUE MONETAIRE DU 28 JUILLET 2021	6
Résumé analytique	9
1- ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	12
1-1-Activité économique mondiale	12
1-2-Inflation et matières premières.....	14
1-2-1-Inflation	14
1-2-2-Matières premières.....	15
1-3-Conditions financières.....	17
2- ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE NATIONAL	18
2-1- Activité économique.....	18
2-1-1- Activités minières.....	18
2-1-2-Activités non minières	20
2-2-Analyse de l'inflation.....	22
2-3-Secteur monétaire et financier	24
2-3-1- Évolution de la masse monétaire.....	24
2-3-2- Conditions monétaires	25
2-3-3- Opération de change	26
2-3-4- Stabilité financière.....	27
2-4- Finances publiques	29
2-4-1- Recettes.....	30
2-4-2- Dépenses.....	31
2-4-3- Financement du solde budgétaire	32
2-5-Secteur extérieur	33
2-5-1- Exportations.....	33
2-5-2-Importations	34
2-5-3- Investissements directs étrangers.....	35
2-6- Perspectives macroéconomiques.....	36
2-6-1-Scénario de prévision de base	36
2-6-2-Scénarii alternatifs.....	39
2-6-3-Risques sur les perspectives de l'inflation.....	39

Liste des Abréviations

AGB2A : Alliance Guinéenne de Bauxite, d'Alumine et d'Aluminium

BCE : Banque centrale européenne

BCRG : Banque Centrale de la République de Guinée

BDT : Bons du Trésor

BTP : Bâtiments et Travaux Publics

CBG : Compagnie de Bauxite de Guinée

DER : Direction des Études et de la Recherche

DOC : Direction des Opérations de changes

DSBP : Direction des Statistiques et de la Balance des Paiements

DTS : Droits de Tirages spéciaux

FEC : Facilité Élargie de Crédit

FMI : Fonds Monétaire International

ICA : Indices du chiffre d'affaires

MEBD : Marché aux Enchères Bilatérales de Devises

OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques

PIB : Produit Intérieur Brut

SMB : Société Minière de Boké

UE : Union Européenne

Liste des Graphiques

Graphique 1 : Indice des matières premières.....	15
Graphique 2 : Évolution de la production de bauxite (en millions de tonnes).....	18
Graphique 3 : Évolution de la production et des exportations d'alumine en 2020 (en milliers de tonnes).....	19
Graphique 4 : Évolution de la production d'or (en tonnes).....	19
Graphique 5 : Évolution des immatriculations de véhicules.....	21
Graphique 6 : Évolution des contributions des composantes du panier de consommation à l'inflation.....	23
Graphique 7 : Contribution des contreparties de la masse monétaire à la croissance de M2 (en %).....	25
Graphique 8 : Évolution de la liquidité du système bancaire entre 2018 et 2020.....	26
Graphique 9 : Évolution des réserves brutes de change (en millions d'USD).....	27
Graphique 10 : Créances compromises des créances au secteur privé (en milliards de GNF).....	28
Graphique 11 : Évolution du solde budgétaire (en milliards de GNF).....	29
Graphique 12 : Évolution comparée des recettes et des dépenses (en milliards de GNF).....	30
Graphique 13 : Évolution des recettes et dons (en milliards de GNF).....	30
Graphique 14 : Évolution des dépenses publiques (en milliards de GNF).....	31
Graphique 15 : Évolution de la balance commerciale (en millions de USD).....	33
Graphique 16 : Évolution en glissement annuel des exportations par type de produits (en %).....	34
Graphique 17 : Évolution en glissement annuel des importations par type de produits (en %).....	35
Graphique 18 : Évolution de l'écart de production et de sa décomposition (en %).....	36
Graphique 19 : Évolution de l'écart du taux de change réel et de sa décomposition (en %).....	37
Graphique 20 : Décomposition de l'écart de production étrangère (en %).....	37
Graphique 21 : Évolution de l'inflation et de sa décomposition (en %).....	38
Graphique 22 : Écart du taux d'intérêt (en %).....	38
Graphique 23 : Évolution comparées des principaux scénarii de l'inflation (en %).....	39

Liste des tableaux

Tableau 1 : Croissance économique mondiale (en %).....	13
Tableau 2 : Évolution de l'inflation mondiale (en %).....	14
Tableau 3 : Prix des produits énergétiques (en USD).....	15
Tableau 4 : Prix de quelques métaux (en USD).....	16
Tableau 5 : Prix de quelques produits alimentaires (en USD par tonne).....	16
Tableau 6 : Évolution du PIB réel (en % et en milliards de GNF).....	41
Tableau 7 : Production industrielle.....	41
Tableau 8 : Production Minière (en tonne).....	42
Tableau 9 : Production d'or (artisanale et industrielle) et de diamant.....	42
Tableau 10 : La balance des paiements (en millions de USD).....	43
Tableau 11 : Le taux de change du marché officiel et du marché parallèle de mars 2020 à mars 2021 (fin de période).....	44
Tableau 12 : Évolution des prix par fonction.....	44
Tableau 13 : Situation monétaire intégrée (en milliards de GNF).....	45
Tableau 14 : Résultats de prévision du scénario de base.....	46
Tableau 15 : Résultats de prévision du scénario alternatif 1 (augmentation du prix du carburant à la pompe de GNF 9 000 à GNF 10 000).....	47
Tableau 16 : Résultats de prévision du scénario alternatif 2 (augmentation du prix du carburant à la pompe de GNF 9 000 à GNF 11 000).....	48
Tableau 17 : Comparaison de prévisions du scénario de base avec les scénarii alternatifs.....	49

COMMUNIQUÉ DE PRESSE



COMITE DE POLITIQUE MONETAIRE DU 28 JUILLET 2021

002 /BCRG/CPM/2021

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le Comité de Politique Monétaire (CPM) de la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG) a tenu, dans la Salle du Conseil d'Administration de la BCRG, sa deuxième réunion ordinaire, le mercredi 28 juillet 2021.

Au cours de cette session, le CPM a examiné la situation économique internationale et nationale récente ainsi que les perspectives macroéconomiques à court et moyen termes.

Au plan international, le Comité a noté que l'économie mondiale continue de se redresser progressivement de la récession causée par la pandémie de la COVID-19, en raison de la campagne de vaccination et de la poursuite des mesures de relance budgétaire et monétaire. Au premier trimestre 2021, la croissance économique s'est accélérée aux États - Unis, en Chine, au Brésil, et en Inde tandis qu'elle s'est ralentie dans la Zone Euro, au Japon et en Russie.

L'inflation est restée élevée aussi bien dans les économies avancées que dans les économies émergentes. Aux États-Unis, elle a progressé de 3,7 % durant le premier trimestre 2021, contre 1,5 % au trimestre précédent, en raison notamment de la hausse du prix du pétrole. Dans la Zone Euro, l'inflation s'est établie à 1,3 % en mars, sous l'effet de l'augmentation des prix de l'énergie. En revanche, les prix ont baissé de 0,4 % en Chine, du fait de la baisse des prix des denrées alimentaires.

L'indice global des matières premières a augmenté de 19,4 % par rapport au quatrième trimestre 2020. Cette augmentation est tirée simultanément par la tendance des produits énergétiques et non-énergétiques. L'augmentation de l'indice des produits énergétiques de 36 % résulte de l'effet de la hausse du prix du pétrole. Les prix des matières premières non énergétiques ont contribué également à l'embellie sur le marché des matières premières, avec une hausse de 12 % par rapport au trimestre précédent.

Dans un contexte d'incertitude, la plupart des Banques Centrales ont maintenu inchangée l'orientation de leurs politiques monétaires.

Au niveau national, le Comité a relevé qu'en dépit du contexte sanitaire difficile, le taux de croissance du PIB devrait se situer à 5,2 % en 2021, en raison de la résilience du sous-secteur des industries extractives et de la bonne performance des sous-secteurs des télécommunications, de l'énergie et des travaux publics.

L'exécution budgétaire au premier trimestre 2021 est marquée par une amélioration des indicateurs des finances publiques, traduisant une mobilisation plus accrue des recettes publiques et une rationalisation des dépenses. Le déficit budgétaire base caisse s'est situé à GNF 200,4 milliards, en amélioration de 86,9 % par rapport au premier trimestre 2020. Ce déficit est couvert par un financement extérieur net de GNF 934,1 milliards et par le désendettement vis-à-vis de l'économie nationale de GNF 733,7 milliards.

La mise en œuvre de la politique monétaire est marquée par le maintien du taux directeur à 11,5 % et par une augmentation du coefficient des réserves obligatoires de 15 % à 16 %, dans le but d'assécher l'excès de liquidité bancaire.

A fin mars 2021, la masse monétaire a augmenté de 5,6 % par rapport à fin décembre 2020, en lien avec la hausse des avoirs extérieurs nets de 20,8 %. Elle est contenue par la baisse des avoirs intérieurs nets de 1,7 %. En moyenne, la base monétaire s'est située à GNF 17 558,6 milliards au deuxième trimestre 2021, contre un objectif prévisionnel de 17 953,1 milliards.

La liquidité globale du secteur bancaire est passée de GNF 4 594,2 milliards au quatrième trimestre 2020 à GNF 4 894,4 milliards au premier trimestre 2021, soit une hausse de 6,5 %, imputable aux effets cumulés des opérations de remboursement des emprunts obligataires de l'État et des bons du Trésor.

Sur le marché des changes, le Comité a noté l'organisation par la BCRG de plusieurs cessions de devises en faveur des banques pour un montant d'USD 12 millions. Sur le marché officiel, le franc guinéen s'est apprécié de 0,3 % par rapport au dollar et de 4 % par rapport à l'euro. La prime de change s'est fixée à -0,4 % à fin mars, pour le dollar USD et à - 0,01 % pour l'euro.

Le compte extérieur s'est traduit par une capacité de financement de USD 360,9 millions au premier trimestre 2021, provenant des excédents du compte des transactions courantes et du compte de capital. L'excédent du compte des transactions courantes est porté par celui de la balance commerciale pour USD 585,4 millions, en raison de l'augmentation des exportations des produits miniers. L'effet combiné de l'excédent de la balance commerciale, des appuis financiers reçus par le Gouvernement, et de la mobilisation des recettes minières de l'État a permis de porter les réserves de change à trois mois de couverture des importations à fin mars.

Le taux d'inflation, en glissement annuel, s'est établi à 12,4 % en mai 2021, comme en avril 2021, contre 12,3 % en mars 2021. Ce taux est tiré par les prix des sous-groupes « alimentation » et « ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison » qui ont progressé de 16,7 % et 17,3 %, respectivement. L'augmentation des prix de la composante alimentaire est expliquée par la hausse des coûts du transport maritime, les coûts d'ajustement liés à la mise en œuvre des opérations du guichet unique du commerce extérieur, et la hausse de la demande en prélude de la fête de tabaski.

En termes de prévision, le Comité a relevé que l'inflation devrait rester à deux chiffres jusqu'au premier trimestre 2022, en raison notamment des anticipations des agents économiques et de l'inflation importée, en dépit de l'appréciation attendue du taux de change effectif réel. Elle devrait s'établir à 12,4 % en glissement annuel au quatrième trimestre 2021. Elle baisserait à 8,5 % en glissement annuel au deuxième trimestre 2022, en lien avec la faiblesse attendue de la demande.

Le Comité a noté que les principaux risques pesant sur l'inflation sont la faiblesse de la demande mondiale, la politique budgétaire et monétaire de relance post COVID, ainsi que l'augmentation du prix du carburant à la pompe, en lien avec les efforts de rationalisation des finances publiques dans un contexte de hausse du prix du pétrole sur le marché international. Les perturbations dans le transport et la distribution des produits de consommation qui résulteraient des travaux de construction des infrastructures routières surtout pendant la saison des pluies, constituent également des risques sérieux. Les remboursements de la première tranche des emprunts obligataires de 2020 et de la deuxième tranche de ceux de 2019, effectués les 12 et 19 juillet 2021, sont aussi des risques sur l'inflation.

En dépit de ces risques, le Comité de Politique Monétaire a décidé de maintenir inchangés les niveaux du taux directeur (11,5 %) et du coefficient des réserves obligatoires (16 %), au regard des tendances monétaires actuelles, notamment en matière de base monétaire qui est en dessous de son niveau projeté et de stabilité du taux de change.

Fait à Conakry, le 28 juillet 2021

Le Président du Comité de Politique Monétaire

Dr Louncény NABÉ

Résumé analytique

L'économie mondiale continue de se redresser progressivement de la récession causée par la pandémie de la COVID-19. La croissance économique s'accélère aux États-Unis, en Chine, au Brésil, et en Inde, grâce à la poursuite des mesures de relance budgétaire et monétaire, et à la campagne de vaccination. Par contre, elle ralentit dans la Zone Euro, au Japon et en Russie.

En Afrique Sub-saharienne, le Nigéria, l'Afrique du Sud et l'UEMOA enregistrent une bonne performance des activités économiques.

L'inflation est restée élevée aussi bien dans les économies avancées que dans les économies émergentes. Aux États-Unis, elle progresse de 3,7 % durant le premier trimestre 2021, contre 1,5 % au trimestre précédent, en raison notamment de la hausse du prix du pétrole. Dans la Zone Euro, l'inflation s'établit à 1,3 % en mars, sous l'effet de l'augmentation des prix de l'énergie. En Chine, les prix baissent de 0,4 %, résultant de la diminution des prix des denrées alimentaires.

Au cours de cette période, l'indice global des matières premières augmente de 19,4 % par rapport au quatrième trimestre 2020, en raison de l'accroissement des prix des produits énergétiques et non-énergétiques. Les produits énergétiques progressent de 36 % par rapport au trimestre précédent, sous l'effet de la hausse du prix du pétrole qui passe de USD 43,7 le baril au quatrième trimestre 2020 à USD 59,3 baril au premier trimestre 2021. Les prix des matières premières non énergétiques contribuent également à l'embellie sur le marché des matières premières, avec une hausse de 12 % par rapport au trimestre précédent.

Dans un contexte d'incertitude, la plupart des Banques Centrales ont maintenu inchangée l'orientation de leurs politiques monétaires.

Sur le plan national, malgré le contexte sanitaire difficile, le taux de croissance du PIB devrait se situer à 5,2 % en 2021, en raison de la résilience du sous-secteur minier et de la bonne performance des sous-secteurs des télécommunications, de l'énergie et des travaux publics. La résilience du secteur minier résulterait principalement de l'extension des infrastructures de production et de transport, ainsi que de l'entrée en production de nouvelles sociétés minières.

L'exécution budgétaire au premier trimestre 2021 est marquée par une amélioration des indicateurs budgétaires résultant d'une mobilisation plus accrue des recettes publiques et d'une rationalisation des dépenses publiques. Le déficit du solde budgétaire base caisse se situe à GNF 200,39 milliards, en amélioration de 86,9 % par rapport au premier trimestre

2020. Le solde global (dons inclus) est excédentaire de GNF 67,2 milliards, tandis que le solde global (hors dons) est déficitaire de GNF 229,1 milliards. Le déficit base caisse est couvert grâce au financement extérieur net de GNF 934,1 milliards et au désendettement vis-à-vis de l'économie nationale de GNF 733,7 milliards.

Au premier trimestre 2021, la mise en œuvre de la politique monétaire est marquée par le maintien du taux directeur à 11,5 % et par une augmentation du coefficient des réserves obligatoires de 15 % à 16 %, dans le but d'assécher l'excès de liquidité bancaire, comme l'a recommandé la dernière réunion du Comité de Politique Monétaire du mois de mars 2021.

La liquidité globale du secteur bancaire est passée de GNF 4 594,2 milliards au quatrième trimestre 2020 à GNF 4 894,4 milliards au premier trimestre 2021, soit une hausse de 6,5 %, imputable aux effets cumulés des opérations de remboursement des emprunts obligataires de l'État et des bons du Trésor.

Sur le marché de change, la BCRG a également poursuivi ses opérations d'injection de liquidité en devises à travers les séances des enchères basées sur les règles. Au premier trimestre 2021, plusieurs cessions de devises ont été organisées pour un montant d'USD 12,03 millions. Sur le marché officiel, le franc guinéen s'est apprécié de 0,32 % par rapport au dollar et de 4 % par rapport à l'euro. La prime de change s'est fixée à -0,36 % à fin mars, pour le dollar USD et à - 0,01 % pour l'euro.

A fin mars 2021, la masse monétaire a augmenté de 24,3 % par rapport à fin décembre 2020, en lien avec la hausse des avoirs extérieurs nets de 20,8 %. Elle est contenue par la baisse des avoirs intérieurs nets de 1,7 %.

Le compte extérieur se traduit par une capacité de financement de USD 360,9 millions au premier trimestre 2021, provenant des excédents du compte des transactions courantes et du compte de capital. L'excédent du compte des transactions courantes est porté par celui de la balance commerciale pour USD 585,4 millions, en raison de l'augmentation des exportations des produits miniers. L'effet combiné de l'excédent de la balance commerciale, des appuis financiers reçus par le Gouvernement, et de la mobilisation des recettes minières de l'État a permis de porter les réserves de change à plus de 3 mois de couverture des importations à fin mars.

Le taux d'inflation, en glissement annuel, s'établit à 12,4 % en mai 2021, comme en avril, contre 12,3 % en mars. Ce niveau d'inflation est tiré par les prix des sous-groupes « alimentaire » et « Ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison » qui ont progressé de 16,7 % et 17,3 %, respectivement. L'augmentation des prix de la composante alimentaire s'explique par la hausse des coûts du transport maritime, les coûts

d'ajustement liés à la mise en œuvre des opérations du guichet unique du commerce extérieur, et la hausse de la demande en prélude de la fête de tabaski.

En termes de prévision, l'inflation devrait rester à deux chiffres jusqu'au premier trimestre 2022, en raison de sa forte persistance, des anticipations inflationnistes, et de l'inflation importée, en dépit de l'appréciation attendue du taux de change effectif réel. Elle s'établirait à 12,4 % en glissement annuel au dernier trimestre 2021. Elle devrait se maintenir à deux chiffres jusqu'au premier trimestre 2022. Elle baisserait à 8,5 % en glissement annuel au deuxième trimestre 2022, en lien avec la faiblesse attendue de la demande. A ce titre, la baisse attendue de l'inflation se traduirait progressivement par une réduction de l'écart négatif du taux d'intérêt réel.

Les principaux risques pesant sur l'inflation sont la faiblesse de la demande mondiale, la politique budgétaire et monétaire de relance post COVID, de l'augmentation du prix du carburant à la pompe, en lien avec les efforts de rationalisation des finances publiques dans un contexte de hausse du prix du pétrole sur le marché international. La perturbation du transport et la distribution des produits de consommation qui résulteraient des travaux de construction des infrastructures routières combinées à la saison des pluies, constituent également des risques sur l'inflation.

1- ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Le premier trimestre 2021 est marqué par une reprise de l'activité économique, grâce aux avancées dans les campagnes de vaccination, ainsi qu'à la poursuite des mesures de soutien budgétaire et monétaire. Ces facteurs ont renforcé la confiance des marchés et amélioré les perspectives économiques.

Sur les marchés des matières premières, les cours ont poursuivi leur tendance haussière, sous l'effet de la reprise de la demande à l'échelle mondiale et de la persistance de certaines contraintes pesant sur l'offre. Cette tendance s'est reflétée sur l'inflation qui s'est accélérée dans de nombreux pays, mais reste toutefois en dessous des objectifs des autorités monétaires. Dans cet environnement, les banques centrales ont majoritairement maintenu leurs taux directeurs inchangés, en vue de soutenir la reprise économique.

1-1-Activité économique mondiale

Au premier trimestre 2021, l'économie mondiale a continué de se redresser dans un contexte toujours marqué par la pandémie de la COVID-19.

La croissance des États-Unis s'est accélérée grâce notamment aux plans de relance successifs, le PIB enregistrant une hausse de 6,4 % en rythme annualisé. Cette croissance reflète la poursuite de la reprise économique, les efforts de vaccination contre la COVID - 19 et une réouverture progressive des frontières.

En revanche, l'économie de la zone euro s'est contractée de 0,6 % par rapport au trimestre précédent, en lien avec les mesures de confinement. L'Allemagne a connu une baisse de PIB de 1,7 %, contre une augmentation de 0,5 % au quatrième trimestre 2020. Cette baisse est due à l'impact continu des mesures restrictives sur la demande intérieure, en particulier les dépenses des ménages. L'économie française s'est contractée de 0,1 %, après - 1,5 % au quatrième trimestre 2020, reflétant une performance moins bonne que prévue dans le secteur de la construction. Les baisses du commerce extérieur de 0,4 % et de la consommation de l'administration publique de 0,2 % ont contribué à la contraction du PIB français. L'économie italienne, quant à elle, a augmenté de manière inattendue de 0,1% par rapport au trimestre passé. Elle est soutenue par la construction non résidentielle, qui a augmenté de 5,2 % sur le trimestre.

Au Japon, la production a baissé de 1,3 % par rapport au trimestre précédent. L'économie japonaise continue de subir les effets de l'état d'urgence sanitaire, qui pèsent sur les dépenses de consommation. La baisse des exportations a également contribué à la décroissance, faisant suite à la pénurie mondiale de bateaux.

Le PIB du Royaume-Uni a diminué de 1,5 % par rapport au quatrième trimestre 2020, en raison de la contraction des activités dans les services et dans la production. Sous l'effet des restrictions sanitaires, les dépenses de consommation finale des ménages et les investissements des entreprises ont diminué, contribuant ainsi à la décroissance de l'économie.

Par rapport au trimestre précédent, l'économie chinoise a progressé de 0,6 % au premier trimestre 2021. Les principaux moteurs de cette croissance sont les exportations, notamment de produits électroniques et d'équipements médicaux.

La Russie a subi une baisse de 1 % de son PIB au premier trimestre, entraînée notamment par le ralentissement des transports et de l'extraction des ressources naturelles.

L'économie brésilienne a enregistré une croissance de 1,2 % par rapport au quatrième trimestre de 2020. Cette reprise reflète un redémarrage des activités économiques et une augmentation de la mobilité plus rapides que prévus

L'activité économique de l'Inde a progressé de 1,6% grâce à l'assouplissement des restrictions sanitaires qui a permis le redressement de l'activité économique.

Tableau 1 : Croissance économique mondiale (en %)

	1er trim 2020	2è trim 2020	3è trim 2020	4è trim 2020	1er trim 2021
États-Unis	-1,3	-9,0	7,5	1,1	1,6
Zone euro	-3,8	-11,5	12,6	-0,6	-0,3
Allemagne	-2,0	-9,7	8,7	0,5	-1,8
France	-5,9	-13,2	18,5	-1,5	-0,1
Italie	-5,7	-12,9	15,9	-1,8	0,1
Japon	-0,5	-8,1	5,3	2,8	-1,0
Royaume-Uni	-2,8	-19,5	16,9	1,3	-1,5
Chine	-8,7	10,0	2,8	3,0	0,6
Russie	-0,3	-7,1	3,1	-1,8	-1,0
Inde	0,8	-25,9	23,1	9,3	1,6
Brésil	-2,2	-9,2	7,8	3,2	1,2

Source : Organisation de Coopération et de Développement Économiques

En Afrique Sub-saharienne, l'économie sud-africaine a augmenté de 1,1%, soutenue par les secteurs de la finance, des mines et du commerce principaux moteurs de la production du côté de l'offre de l'économie, tandis que les dépenses des ménages et les variations des stocks ont contribué à stimuler la croissance du côté des dépenses.

L'économie nigériane a progressé de 0,5 %, portée par la hausse de la production et des prix du pétrole, alors que les activités prennent lentement de l'ampleur après l'assouplissement progressif des mesures sanitaires.

Dans l'UEMOA, l'activité économique s'est raffermie, avec une croissance de 3,2%, après 1,8% au trimestre précédent. Cette évolution est portée par l'ensemble des secteurs d'activité, consécutivement au regain de la demande intérieure.

1-2-Inflation et matières premières

1-2-1-Inflation

Les pressions inflationnistes sont restées élevées au premier trimestre 2021 dans les économies avancées et émergentes.

L'indice des prix à la consommation aux États-Unis s'est accéléré de 3,7 %, après une progression de 1,5 % au trimestre précédent.

L'inflation dans la zone euro a progressé de 1,3 % en mars 2021, sous l'effet d'une forte augmentation des prix de l'énergie. Le taux d'inflation a été de 1,7 % en mars 2021, en Allemagne. En France, les prix ont augmenté de 0,8, % après avoir stagné au quatrième trimestre 2020.

L'indice des prix à la consommation du Royaume Uni a augmenté de 0,9 %, avec la contribution des transports et la hausse des prix des carburants et des vêtements.

Les prix à la consommation ont baissé de 0,1 % en Chine, tirés par les prix des denrées alimentaires qui ont baissé de 0,7 %.

Les prix à la consommation ont augmenté de 5,3 % au Brésil, consécutive à la hausse des prix des transports et aux pressions sur les prix des aliments et des boissons.

En Russie, l'inflation s'est accélérée de 4,4 % au quatrième trimestre 2020 à 5,8 % au premier trimestre 2021, due en grande partie à l'expansion de la demande dans un contexte d'intensification de la pression sur les coûts, accompagnée d'une hausse des taux de croissance des prix d'une large gamme de produits et de services.

L'indice des prix à la consommation de l'Inde a augmenté de 5,5 %. Cette hausse des prix est soutenue principalement par l'augmentation des prix des produits alimentaires et du transport.

Tableau 2 : Évolution de l'inflation mondiale (en %)

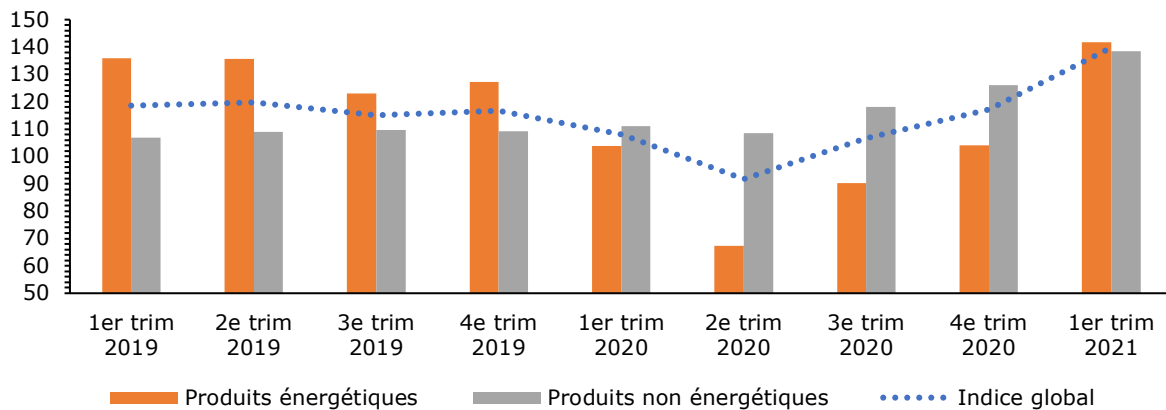
	2 ^e trim 2020	3 ^e trim 2020	4 ^e trim 2020	1 ^{er} trim 2021
États-Unis	0,4	1,2	1,2	1,9
France	0,3	0,3	0,1	0,7
Allemagne	0,8	-0,1	-0,3	1,4
Italie	-0,1	-0,5	-0,2	0,6
Japon	0,1	0,2	-0,8	-0,4
Royaume-Uni	0,8	0,8	0,8	0,9
Chine	2,7	2,0	0,1	-0,1
Inde	5,2	5,5	5,0	5,5
Russie	3,1	3,5	4,4	5,8
Brésil	2,1	2,6	4,3	5,3

Source : Organisation de Coopération et de Développement Économiques

1-2-2-Matières premières

Les prix des produits de base ont continué à se redresser au premier trimestre 2021, soutenus par l'amélioration des perspectives économiques mondiales, et par d'importantes mesures de relance monétaire et budgétaire dans les économies avancées. L'indice global des matières premières du FMI s'est accru de 19,4 % par rapport au quatrième trimestre 2020 pour se situer à 139,8, sous l'effet de l'accroissement des prix des produits énergétiques et non-énergétiques.

Graphique 1 : Indice des matières premières



Source : Calculs à partir des données du Fonds Monétaire International

L'indice des produits énergétiques a augmenté de 36 % par rapport au quatrième trimestre 2020 pour se situer en moyenne à 141,4 au premier trimestre 2021.

Le prix du pétrole brut est passé de USD 43,7 le baril au quatrième trimestre 2020 à USD 59,3 au premier trimestre 2021, soit une hausse de 35,7 % tirée par le raffermissement de la demande ainsi que par la limitation continue de la production de l'OPEP et de ses partenaires. Le prix du gaz naturel s'est établi à USD 7,1 le baril, en accroissement de 35,2 % par rapport au quatrième 2020, principalement en réponse au froid dans les grands marchés. Les prix du charbon ont augmenté de 31,1 % par rapport au trimestre passé en se situant à USD 91,9 la tonne, en raison de ruptures d'approvisionnement.

Tableau 3 : Prix des produits énergétiques (en USD)

	1er trim 2020	2e trim 2020	3e trim 2020	4e trim 2020	1er trim 2021
Charbon (tonne)	74,82	55,93	53,55	70,10	91,87
Gaz naturel (m³)	2,92	1,83	2,73	5,26	7,11
Pétrole (baril)	49,09	30,33	42,04	43,70	59,26

Source : Fonds Monétaire International

Les prix des matières premières hors énergie ont augmenté de 12 %, leur indice passant de 126,1 au quatrième trimestre 2020 à 138,5 au premier trimestre 2021. Les prix des métaux de base et du minerai ont augmenté de 16 %, avec un renforcement de la

demande. Les prix du minerai de fer ont bondi de 25 % au premier trimestre de 2021, reflétant une demande plus robuste.

L'indice des métaux précieux a chuté de 2 % pour s'établir 149,9, en raison d'une baisse des prix de l'or et d'un effondrement de la demande d'investissement avec la hausse des taux d'intérêt à long terme. Le prix de l'or en once, en passant de USD 1873,2 au quatrième trimestre 2020 à USD 1797,8 au premier trimestre 2021, a chuté de 4 %, en raison d'une baisse de la demande d'investissements financiers liée à la hausse des rendements réels aux États-Unis. Les prix de l'argent ont augmenté de 8 % pour atteindre USD 26,3 la tonne, portés par un rebond de la demande industrielle et les perturbations de l'approvisionnement dans les mines, en particulier en Amérique du Sud. Le prix de la tonne de l'aluminium est passé de USD 1918,7 au quatrième trimestre 2020 à USD 2 091 au premier trimestre 2021, soit une augmentation de 9 %, tiré par la demande de véhicules et autres produits manufacturés et une reprise de l'activité de construction.

Tableau 4 : Prix de quelques métaux (en USD)

	1er trim 2020	2e trim 2020	3e trim 2020	4e trim 2020	1er trim 2021
Aluminium (tonne)	1690,7	1498,3	1708,7	1918,7	2091
Fer (tonne)	90,5	92,8	117	132	165,3
Or (once)	1583,2	1710,5	1911,2	1873,2	1797,8
Argent (tonne)	16,9	16,33	24,4	24,4	26,3

Source : Fonds Monétaire International

Les prix des matières premières agricoles ont enregistré une hausse soutenue. Les augmentations ont été en partie dues à une forte demande notamment en provenance de la Chine, ainsi qu'à des pénuries d'approvisionnement en Amérique du Sud et aux États-Unis. Le prix du riz s'est établi à USD 540 la tonne, en hausse de 10 % par rapport au trimestre précédent. La vigueur des prix reflète les problèmes d'approvisionnement liés aux conditions météorologiques chez les principaux producteurs d'Asie de l'Est ainsi que les restrictions à l'exportation. Les prix du maïs ont augmenté pour atteindre une moyenne de USD 241 la tonne. Ils ont été soutenus par la baisse des approvisionnements mondiaux et la forte demande d'aliments pour animaux de la Chine.

Tableau 5 : Prix de quelques produits alimentaires (en USD par tonne)

	1er trim 2020	2e trim 2020	3e trim 2020	4e trim 2020	1er trim 2021
Café	115,2	115,2	121,4	118,4	126,5
Thé	269,3	244,5	249,3	252,5	256,8
Maïs	167,6	146,4	156,2	192,2	241
Riz	443,5	514,9	480,3	472,7	518,9
Huile de Palm	642,3	530,1	664,2	827,8	967
Sucre	20,1	18,4	19,7	21,5	22,9

Source : Fonds Monétaire International

1-3-Conditions financières

En raison de l'incertitude liée à la reprise de la demande et à la relative faiblesse de l'inflation, la plupart des banques centrales ont maintenu leurs taux directeurs inchangés, dans le but de soutenir la croissance.

La FED a maintenu le taux des fonds fédéraux entre 0 et 0,25 %. Elle va continuer d'acheter des bons du Trésor à hauteur de USD 80 milliards par mois et des titres appuyés sur des créances hypothécaires pour USD 40 milliards.

La Banque Centrale Européenne a poursuivi sa politique monétaire accommodante en maintenant le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement à 0,00 %, ainsi que ceux des facilités de prêt marginal et de dépôt à 0,25 % et -0,50 %, respectivement.

La Banque d'Angleterre a reconduit l'orientation accommodante de sa politique monétaire, le taux d'escompte restant à 0,1 %. Elle a maintenu l'achat d'actifs à GBP 20 milliards et poursuit son programme d'achats d'obligations du gouvernement britannique à GBP 875 milliards.

La Banque du Japon a maintenu sa politique monétaire inchangée à taux d'intérêt négatif, soit -0,1 %. Elle a poursuivi l'achat des obligations du Gouvernement japonais en quantité nécessaire sans fixer de limite supérieure.

La politique monétaire de la Reserve Banque de l'Inde est restée accommodante au cours du trimestre en revue. Le taux des prises en pension est resté à 4 %. Le taux de la facilité marginale permanente et le taux d'escompte sont également restés inchangés à 4,25 %.

La Banque Centrale de la Fédération de Russie a relevé le taux directeur de 25 points de base à 4,50 %, motivée par la montée des pressions inflationnistes.

La Banque Centrale de Brésil a entamé le processus de normalisation de sa politique monétaire, en relevant son taux directeur de 75 points de base à 2,75 %, suite à l'accélération de l'inflation.

2- ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE NATIONAL

2-1- Activité économique

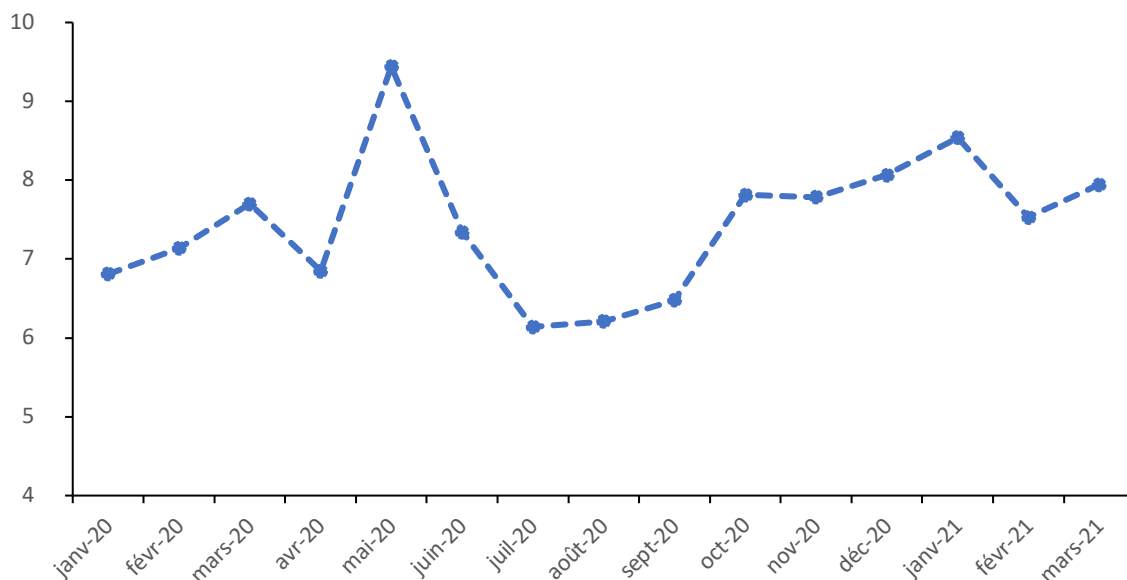
2-1-1- Activités minières

Le secteur minier maintient la dynamique positive de ces dernières années faisant de lui le principal pilier de la croissance économique nationale.

- Production de Bauxite

La production de bauxite continue de garder sa tendance haussière, malgré le contexte sanitaire difficile. Elle s'établit à 24 millions de tonnes au premier trimestre 2021, contre 23,7 millions de tonnes au dernier trimestre 2020. En glissement annuel, elle s'accroît de 5 %, tirée par la production de la Société Minière de Boké (SMB) et de la Compagnie de Bauxite de Guinée (CBG).

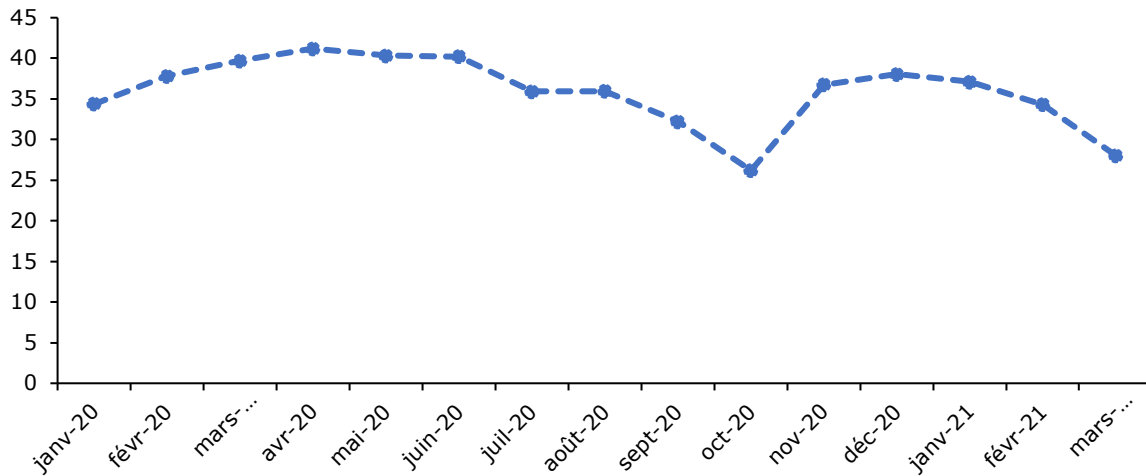
Graphique 2 : Évolution de la production de bauxite (en millions de tonnes)



Source : Calculs à partir des données du Ministère des Mines et de la Géologie

La production d'alumine se situe à 99 420 tonnes au premier trimestre 2021, contre 101 000 tonnes au trimestre précédent, en baisse de 1,6 %. En glissement annuel, elle baisse de 11,2 %, en lien avec la baisse de la demande.

Graphique 3 : Évolution de la production et des exportations d'alumine en 2020 (en milliers de tonnes)

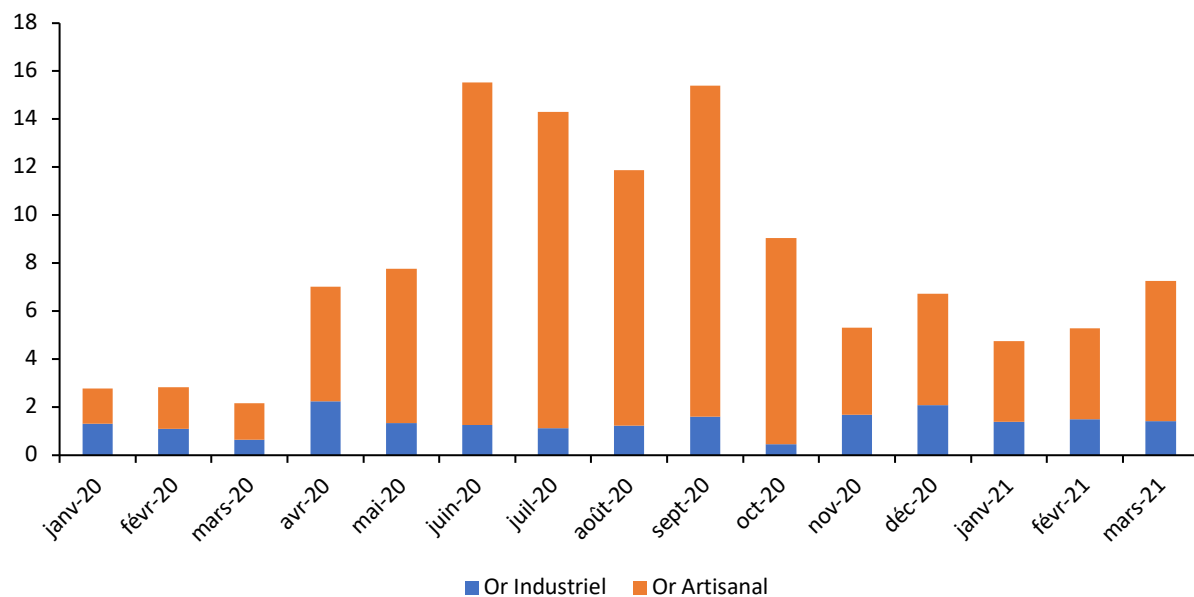


Source : Calculs à partir des données du Ministère des Mines et de la Géologie

- Production de matières précieuses

La production d'or s'accroît de 122,9 %, en glissement annuel, pour atteindre 17,3 tonnes au premier trimestre 2021, en rapport avec l'évolution favorable du prix sur le marché international. Elle reste toujours dominée par la production artisanale qui représente 75,1 % de la production totale au premier trimestre 2021.

Graphique 4 : Évolution de la production d'or (en tonnes)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

La production de diamant se situe à 89 969 carats au premier trimestre 2021, contre 85 228 carats au trimestre précédent et 63 328 carats au premier trimestre 2020.

- Production de fer

La production de fer, démarrée en avril 2020, atteint 580 160 tonnes au premier trimestre 2021, contre 206 045 tonnes au trimestre précédent, soit une progression de 144,5 %.

2-1-2-Activités non minières**- Production de ciments**

La production de ciment se situe à 271 050 tonnes au cours du premier trimestre 2021, contre 307 730 tonnes un an auparavant, soit une baisse de 18,5 %, reflétant la baisse de la demande liée notamment à la fin de certains grands travaux tels que SOUAPITI et la hausse des prix du ciment.

- Production de peinture

La production de peinture augmente de 7,4 % par rapport au premier trimestre 2020 pour se situer à 1 683,32 tonnes durant le premier trimestre 2021, en lien avec la demande.

- Production d'eau

La production d'eau augmente de 3,8 %, en glissement annuel, pour se situer à 16 088 000 m³ au cours du premier trimestre 2021, en lien avec les travaux d'entretiens des stations de pompage et des points d'eau ainsi que l'amélioration de la production d'électricité.

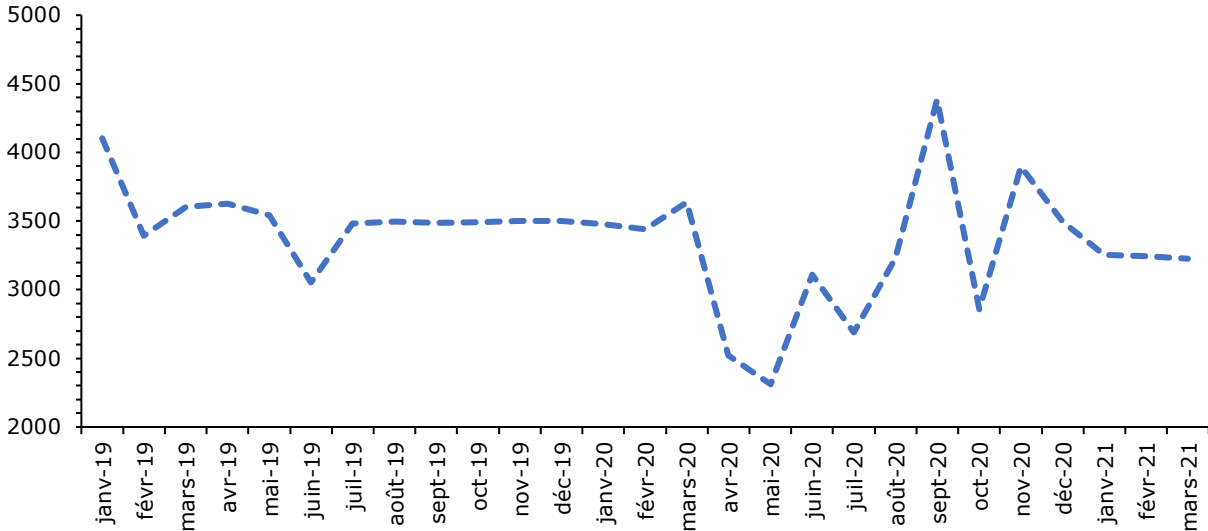
- Production d'électricité

La production d'électricité progresse de 31,6 %, en glissement annuel, pour se situer à 608 210 MWH durant le premier trimestre 2021, en raison principalement de la mise en production de SOUAPITI ainsi que la remise des centrales de Kipé, de Kaloum 1 et 2 dans le portefeuille de l'État.

- Immatriculations de véhicules

Le nombre de véhicules immatriculés baisse de 7,8 % en glissement annuel pour se situer à 9 721 durant le premier trimestre 2021, en lien avec l'interdiction d'importer des véhicules de plus de 13 ans.

Graphique 5 : Évolution des immatriculations de véhicules



Source : Calculs à partir des données du Ministère de l'Économie et des Finances

2-2-Analyse de l'inflation

Le taux d'inflation, en glissement annuel, s'établit à 12,4 % en mai 2021, comme en avril 2021, contre 12,3 % en mars 2021. Ce niveau d'inflation est tiré par les prix de la composante alimentaire, qui ont progressé de 16,7 %, en lien avec la hausse des coûts du transport maritime, les coûts d'ajustement liés à la mise en œuvre des opérations du guichet unique du commerce extérieur, et la dégradation des infrastructures routières.

La hausse des prix des produits alimentaires est portée par les sous-groupes « pain et céréales », « viande », « poissons », « huiles et graisse », « légumes autres que pommes de terre », et « sel, épices », qui enregistrent une progression des prix de 11,4 % à 25,9 % en glissement annuel.

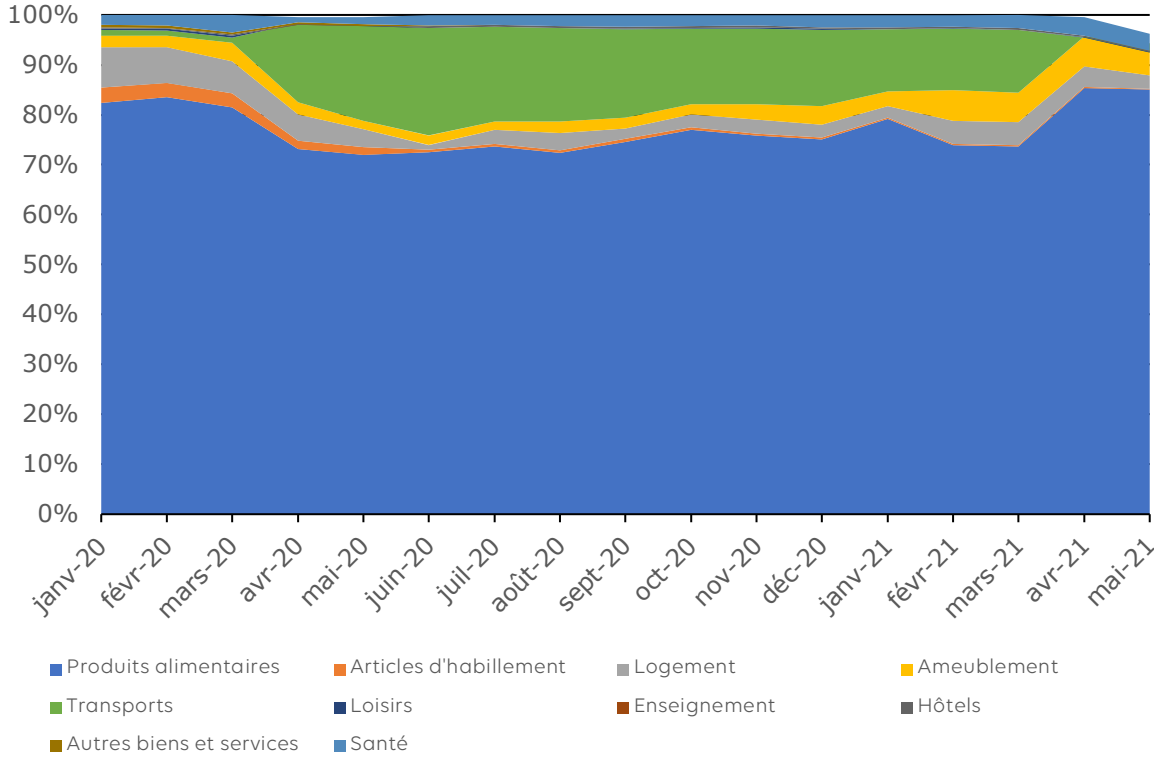
L'inflation est également tirée par le sous-groupe « Ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison » qui enregistre une hausse des prix de 17,3 % en mai 2021 par rapport à la même période de 2020.

La variation des prix des autres composantes du panier global est modérée, avec des taux de progression inférieurs à 6,5 % en glissement annuel.

L'analyse selon l'origine des produits révèle que la variation de l'indice des prix à la consommation est tirée à la hausse principalement par les produits locaux. En effet, l'indice des prix des produits locaux enregistre une augmentation de 14,4 % en mai 2021, contre une hausse des prix des produits importés de 5,6 %. La forte augmentation des prix des produits locaux est imputable à la perturbation du réseau de transport liée aux travaux de reconstruction des infrastructures routières et à la hausse des coûts des intrants.

L'inflation sous-jacente représentée par l'indice hors énergie et produits frais en mai 2021 s'établit à 8,7 % en glissement annuel, contre 8,2 % en avril 2021, 10,8 % en mars 2021 et 10 % à la même période de l'année précédente. Cette évolution est liée à l'augmentation de l'indice du transport et de celui de la composante « ameublement et équipement ».

Graphique 6 : Évolution des contributions des composantes du panier de consommation à l'inflation



Source : Calculs à partir des données de l'Institut National de la Statistique

2-3-Secteur monétaire et financier

2-3-1- Évolution de la masse monétaire

A fin mars 2021, la masse monétaire se chiffre à GNF 39 529,62 milliards contre GNF 37 420,67 milliards à fin décembre 2020, soit une hausse de 5,6%. En glissement annuel, la croissance de la masse monétaire est de 24,3%. Cet accroissement résulte de la hausse des avoirs extérieurs nets de 20,8% contenue par la baisse des avoirs intérieurs nets de 1,7 %.

2-3-1-1- Contreparties de la masse monétaire

- **Avoirs Extérieurs Nets**

Au 31 mars 2021, les avoirs extérieurs nets s'établissent à GNF 14 720,01 milliards, contre GNF 12 186,70 à fin décembre 2020, soit une hausse de 20,8%. En glissement annuel l'accroissement s'établit à 44,2 %. Cette hausse est tirée à la fois par les avoirs extérieurs nets de la BCRG et la position extérieure nette des banques primaires.

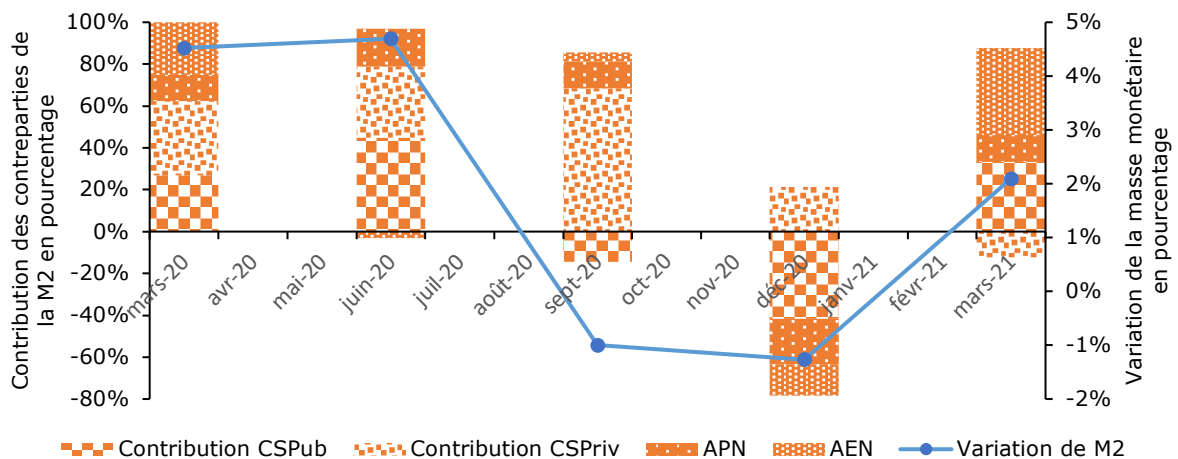
Les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale augmentent de 26,1 % en glissement annuel pour se situer à GNF 9 535,7 milliards (USD 1 058,9 millions) à fin mars 2021. Cet accroissement s'explique essentiellement par l'encaissement de l'aide budgétaire de la Banque Mondiale, la mobilisation des recettes minières de l'État, et le rapatriement des recettes d'exportations des orpailleurs artisanaux à la BCRG.

La position extérieure nette des banques commerciales est en hausse de 96 % en glissement annuel pour se situer à GNF 5 184,3 milliards à fin mars 2021. Cette tendance s'explique en grande partie par le remboursement des placements à l'étranger, la réception des fonds pour le compte de la clientèle résidente et le rapatriement des recettes d'exportation des sociétés minières et des orpailleurs artisanaux.

- **Avoirs Intérieurs Nets**

Les avoirs intérieurs nets s'établissent à GNF 24 809,6 milliards, contre GNF 21 583,3 milliards à fin mars 2020, soit une hausse de 15 %. Cette augmentation s'explique par la détérioration de la position nette du Trésor auprès du système bancaire de 22,4 % et la hausse des crédits au secteur privé de 11,6 %.

Graphique 7 : Contribution des contreparties de la masse monétaire à la croissance de M2 (en %)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

2-3-1-2- Composantes de la masse monétaire

- **Circulation fiduciaire**

La circulation fiduciaire s'établit à GNF 11 927,49 milliards au 31 mars 2021, en hausse de 28 % par rapport à son niveau de mars 2020. Cette évolution est essentiellement imputable à l'augmentation des avoirs extérieurs nets et des avoirs intérieurs nets.

- **Dépôts**

Les dépôts en francs guinéens et en devises augmentent de 2,56% et de 15,85% respectivement, en lien avec la hausse des crédits au secteur privé, le dynamisme des activités des émetteurs de monnaie électronique et l'augmentation des dépôts des clients évoluant dans les secteurs minier et énergétique.

2-3-2- Conditions monétaires

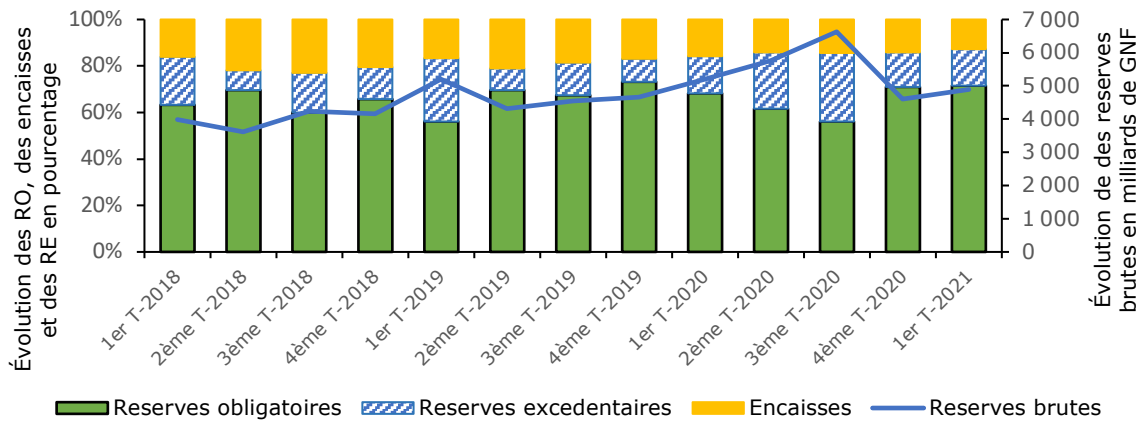
Au premier trimestre 2021, le taux directeur a été maintenu inchangé à 11,5 %, tandis que le coefficient des réserves obligatoires est passé de 15 % à 16 %, le 31 mars 2021, en lien avec les recommandations du Comité de Politique Monétaire de mars 2021.

- **Liquidité bancaire**

A fin mars 2021, la liquidité globale du système bancaire se situe à GNF 4 894,4 milliards contre GNF 4594,2 milliards au trimestre précédent, soit une hausse de 6,5 % imputable aux effets cumulés des opérations de remboursement des emprunts obligataires de l'État et des bons du Trésor. L'encours des bons du Trésor se chiffre à GNF 7 195 milliards, en hausse de 1,63 % par rapport à fin décembre 2021. Cet encours est dominé par la maturité

de 364 jours suivie de celle de 182 jours qui représentent respectivement 77 % et 18 % de l'encours total des BDT.

Graphique 8 : Évolution de la liquidité du système bancaire entre 2018 et 2020



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

- **Structure des taux d'intérêt**

Durant le premier trimestre 2021, le taux débiteur maximum moyen des banques est resté inchangé par rapport au trimestre précédent en se situant à 26,25 %. Le taux créditeur moyen sur les comptes à terme se fixe à 6,34 % contre 5,89 % au quatrième trimestre 2021.

Par ailleurs, le taux moyen pondéré des bons du Trésor à 91 jours enregistre une hausse pour se fixer à 12,31 % à fin mars 2021 contre 11,5 % à fin décembre 2020. Les taux des bons du Trésor à 182 jours connaissent également une hausse de 1,14 % pour atteindre 13,14 % à fin mars 2021. Par contre, les taux des bons du Trésor de 364 jours baissent de 1,19 % par rapport à fin décembre 2020 pour se fixer à 13,81% à fin mars 2021.

2-3-3- Opération de change

La BCRG a également poursuivi ses opérations d'injection de liquidité en devises à travers les séances des enchères basées sur les règles. De janvier à mars 2021, plusieurs séances de cession ont été organisées pour un montant de USD 12 030 000. A rappeler que, les séances de cession d'enchères, sur ce marché, ne peuvent être organisées que si le cours de référence du jour calculé et publié par la BCRG, à partir des déclarations transmises par les banques, est supérieur à 0,25% de la moyenne arithmétique des taux des 5 derniers jours.

- **Cours de change**

A fin mars 2021, le cours officiel de change du dollar US par rapport au franc guinéen s'établit à 9 958 contre 9 990,1 à fin décembre 2020, soit une appréciation nominale de

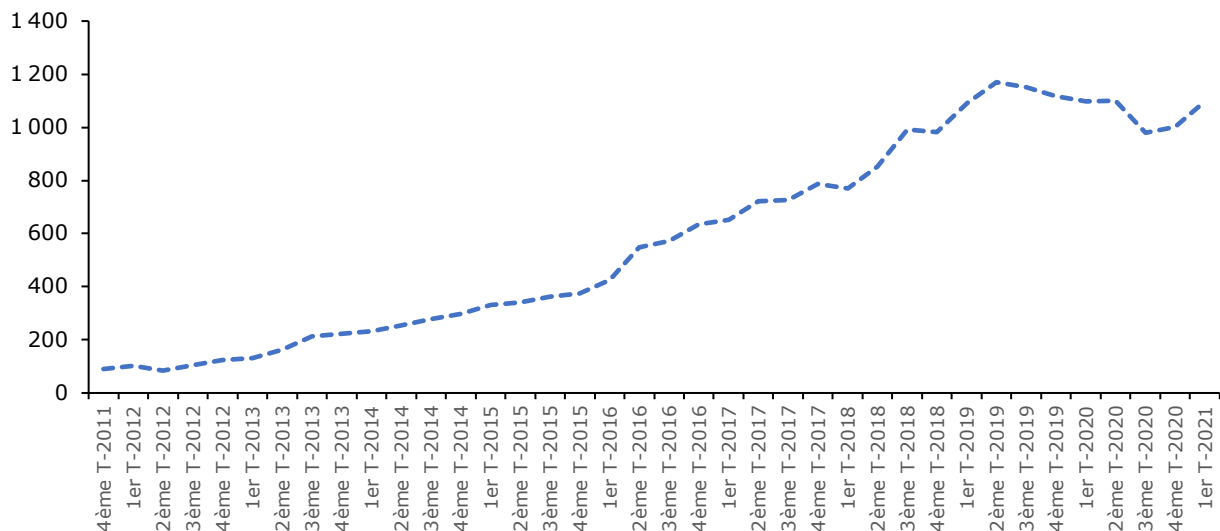
0,32 %. Le taux de change de l'euro passe de GNF 12 153,8 à fin décembre 2020 à GNF 11691,7 à fin mars 2021, soit une appréciation nominale de près de 4 %.

La prime de change par rapport au dollar USD se fixe à -0,36 % à fin mars 2021 contre 0,64 % à fin décembre 2020. Celle relative à l'euro s'établit à -0,01 % à fin mars 2021 contre 0,28 % à fin décembre 2020.

- **Réserves de change**

Les réserves brutes de change atteignent USD 1,57 milliards à fin mars 2021, contre USD 1,5 milliards à fin décembre 2020, soit un accroissement de 4,5 %. En glissement annuel, elles s'accroissent de 9,5 %. Elles représentent 3 mois en mars 2021, contre 4 mois à fin décembre 2020. Cet accroissement résulte de l'encaissement par l'État de l'aide budgétaire de la Banque Mondiale, de la mobilisation des recettes minières de l'État et du rapatriement des recettes d'exportations des orpailleurs artisanaux.

Graphique 9 : Évolution des réserves brutes de change (en millions d'USD)

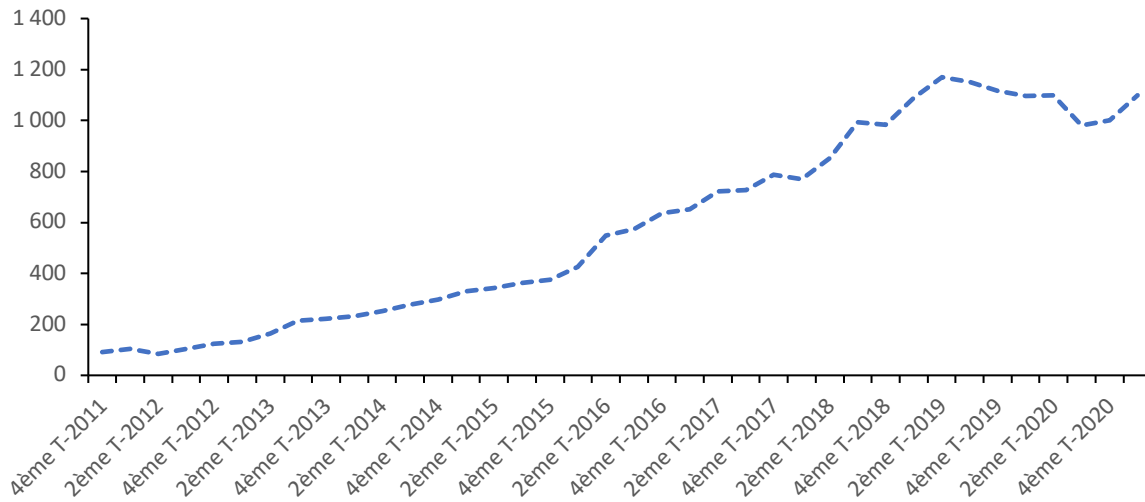


Source : Banque Centrale de la République de Guinée

2-3-4- Stabilité financière

- **Qualité du portefeuille bancaire**

Les créances compromises s'établissent à GNF 1 098,21 milliards à fin mars 2021, soit 8,4 % des créances au secteur privé. Elles sont en hausse de 0,2 % en glissement annuel et 9,6 % par rapport au trimestre précédent.

Graphique 10 : Créances compromises des créances au secteur privé (en milliards de GNF)

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

- **Adéquation des fonds propres**

A fin mars 2021, le niveau adéquat de fonds propres en pourcentage des actifs des banques se chiffre à 16,9 %, contre 14,02 % à fin décembre 2020 et une norme de 10 %.

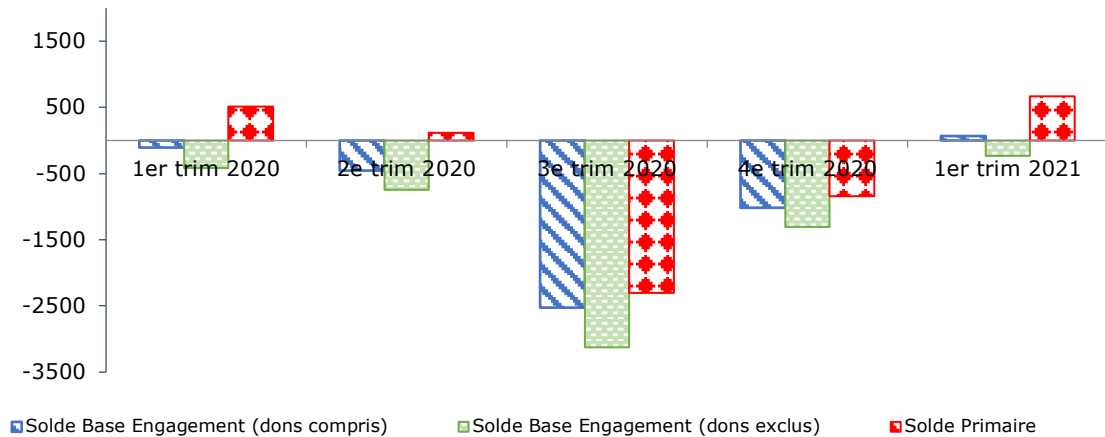
- **Rentabilité du secteur bancaire**

Malgré la pandémie de la COVID-19, le secteur bancaire reste résilient en termes de rentabilité. Celle-ci se chiffre à 29,9 % à fin mars 2021, contre 32,13 % à fin décembre 2020.

2-4- Finances publiques

Au cours du premier trimestre 2021, les finances publiques se sont améliorées, avec un solde budgétaire de base (dons compris) excédentaire de GNF 67,2 milliards, grâce au renforcement des contrôles fiscaux et douaniers. En excluant les dons, ce solde est déficitaire de GNF 229,1 milliards, toutefois en amélioration de 81,2 % par rapport au trimestre précédent et de 86,9 % en glissement annuel.

Graphique 11 : Évolution du solde budgétaire (en milliards de GNF)



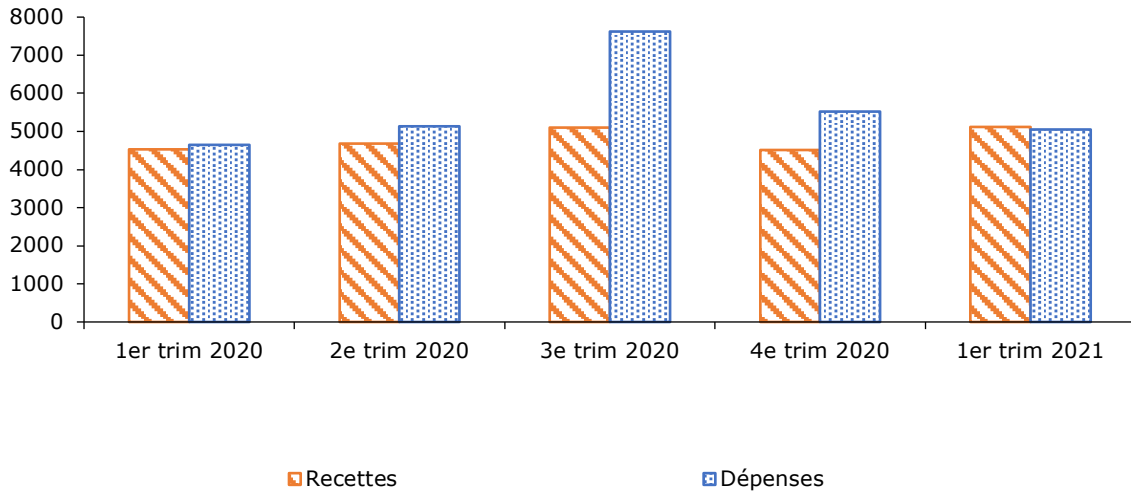
Source : Calculs à partir des données du Ministère du Budget

Le solde primaire dégage un excédent de GNF 669,8 milliards, contre un déficit de GNF 845,2 milliards au quatrième trimestre 2021. Cette amélioration résulte d'une augmentation des recettes budgétaires comparée à la baisse des dépenses.

L'augmentation des recettes publiques s'explique principalement par la dématérialisation des procédures fiscales et douanières, l'opérationnalisation du guichet unique du commerce, l'interconnexion des bases de données des douanes et des impôts, l'interconnexion de ces deux bases de données avec la chaîne des dépenses publiques ainsi que les mesures de sécurisation des permis de conduite et des plaques d'immatriculation des véhicules.

La baisse des dépenses publiques est liée essentiellement aux mesures prises pour limiter les dépenses dans le but de respecter le plafond statutaire des avances de la Banque Centrale sur le Trésor. Ces mesures limitent l'exécution des dépenses aux contreparties des financements extérieurs, en plus des dépenses obligatoires (personnel, dette, transferts aux Institutions constitutionnelles et dépenses de souveraineté).

Graphique 12 : Évolution comparée des recettes et des dépenses (en milliards de GNF)



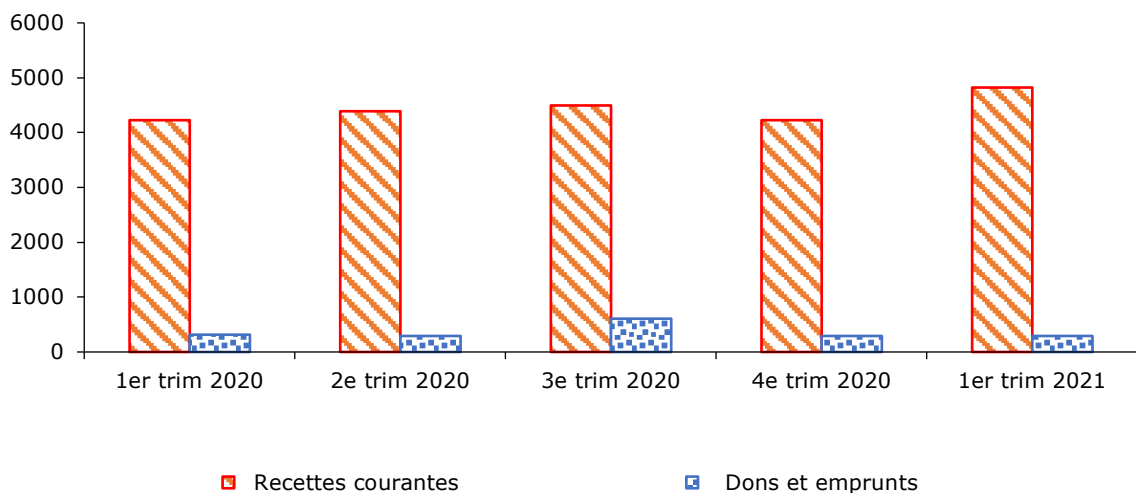
Source : Calculs à partir des données du Ministère du Budget

2-4-1- Recettes

Les recettes et dons mobilisés au cours du premier trimestre 2021 augmentent de 13,5 % par rapport au quatrième trimestre 2020, pour se hisser à GNF 5 120,7 milliards. En glissement annuel, elles augmentent de 13 %.

Cette hausse s’explique par la hausse simultanée des recettes courantes (14,3 %) et des dons et emprunts (2,3 %). Comparée au premier trimestre 2020, les recettes courantes augmentent de 14,3 %, tandis que les dons et emprunts baissent de 4,9 %.

Graphique 13 : Évolution des recettes et dons (en milliards de GNF)



Source : Calculs à partir des données du Ministère du Budget

Les recettes courantes sont estimées à GNF 4 824,4 milliards au premier trimestre 2021, contre GNF 4 222,5 milliards au trimestre précédent. Elles sont tirées vers le haut par les recettes minières qui augmentent de 34,3 % par rapport au quatrième trimestre 2020, pour se situer à GNF 816,7 milliards.

Les recettes non minières progressent de 10,9 % par rapport au quatrième trimestre 2020 et de 9,2 % en glissement annuel, pour se situer à GNF 4 007,7 milliards au premier trimestre 2021. Cette augmentation est due à l'entrée en vigueur des réformes fiscales et douanières, notamment la digitalisation des procédures de recouvrement et le renforcement des contrôles. Ces réformes ont ainsi contribué à l'accroissement des recettes issues du commerce international estimées à GNF 1 056,3 milliards et des recettes sur biens et services évaluées à GNF 2 202,1 milliards.

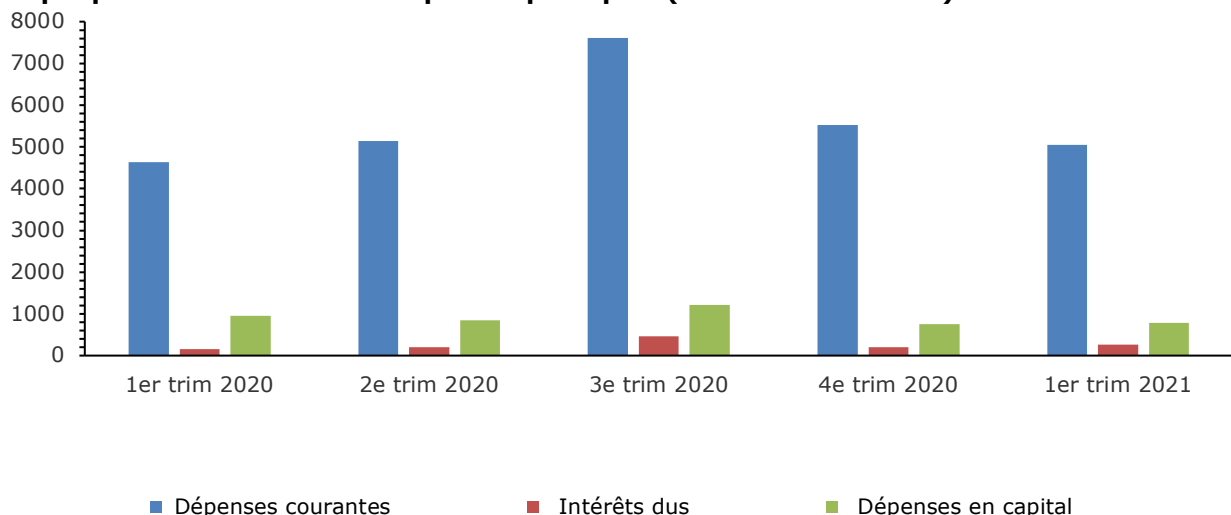
Les recettes non fiscales contribuent également à l'accroissement des recettes courantes en se situant à GNF 183,4 milliards, contre GNF 149,8 milliards au quatrième 2020 et GNF 163 milliards au premier trimestre 2020, soit un accroissement de 22,4 % et de 12,7 %, respectivement.

Les dons et emprunts se situent à GNF 296,3 milliards, en hausse de 2,3 % par rapport au quatrième 2020, résultant de l'accroissement des dons affectés de GNF 80,4 milliards au quatrième trimestre 2020 à GNF 255,8 milliards. Par contre en glissement annuel, ils baissent de 4,9 %.

2-4-2- Dépenses

Les dépenses publiques exécutées au premier trimestre 2021 s'établissent à GNF 5 053,5 milliards, en baisse de 8,5 % par rapport au trimestre passé. Cette baisse est due à celle des dépenses courantes, alors que les dépenses liées au paiement des intérêts sur la dette publique et les dépenses de capital ont augmenté. Les dépenses publiques sont en hausse de 8,9 % en glissement annuel.

Graphique 14 : Évolution des dépenses publiques (en milliards de GNF)



Source : Calculs à partir des données du Ministère du Budget

Les dépenses courantes s'établissent à GNF 4 255,2 milliards, soit une baisse de 10,1 % par rapport au quatrième trimestre 2020, toutefois, en hausse de 17,5 % en glissement

annuel. La baisse de ces dépenses au premier trimestre 2021 est due à la maîtrise des subventions et transfert qui se contractent de 48,5 % par rapport au quatrième trimestre 2020 et de 17,6 % en glissement annuel, pour se situer à GNF 1 010,9 milliards au premier trimestre 2021.

Par contre, les dépenses pour traitement et service et les dépenses pour autres biens et services augmentent de 4,5 % et 40,4 %, respectivement, par rapport au quatrième trimestre 2020. En glissement annuel, elles s'accroissent de 42,4 % et de 20,8 %, respectivement.

Les paiements des intérêts progressent de 24,5 %, par rapport au quatrième 2020 et de 68,4 % en glissement annuel, pour se situer à GNF 256,3 milliards au premier trimestre 2021. Cette croissance est due au paiement des intérêts sur la dette intérieure de GNF 101 milliards, contre GNF -16,8 milliards au quatrième trimestre 2020 et GNF 64 milliards au premier trimestre 2020. Les intérêts payés sur la dette extérieure se contractent de 30,2 %, par rapport au trimestre passé, pour se situer à GNF 785,3 milliards. En glissement annuel, ils augmentent de 77,2 %.

Les dépenses en capital augmentent de 4,9 % par rapport au quatrième trimestre 2020 pour se situer à GNF 785,3 milliard. Cette augmentation est principalement due à celle de 155,1 % des investissements sur financement extérieur, qui s'établissent à GNF 652,6 milliards. Toutefois, en glissement annuel, ces dépenses baissent de 17,9 %.

2-4-3- Financement du solde budgétaire

Le solde Budgétaire base caisse est déficitaire de GNF 200,39 milliards, en amélioration de 81 % par rapport au quatrième trimestre 2020 et de 86,9 % par rapport au premier trimestre 2020. Ce déficit est principalement financé par les ressources extérieures à hauteur de 934,1 milliards, amputés des remboursements de la dette locale pour un montant de GNF 733,7 milliards.

En effet, l'État a remboursé GNF 210,2 milliards de la dette contractée auprès du secteur bancaire, dont GNF 155,5 milliards pour la Banque Centrale et GNF 54,7 milliards pour les banques primaires. Concernant le secteur non bancaire, le remboursement se chiffre à GNF 523,5 milliards.

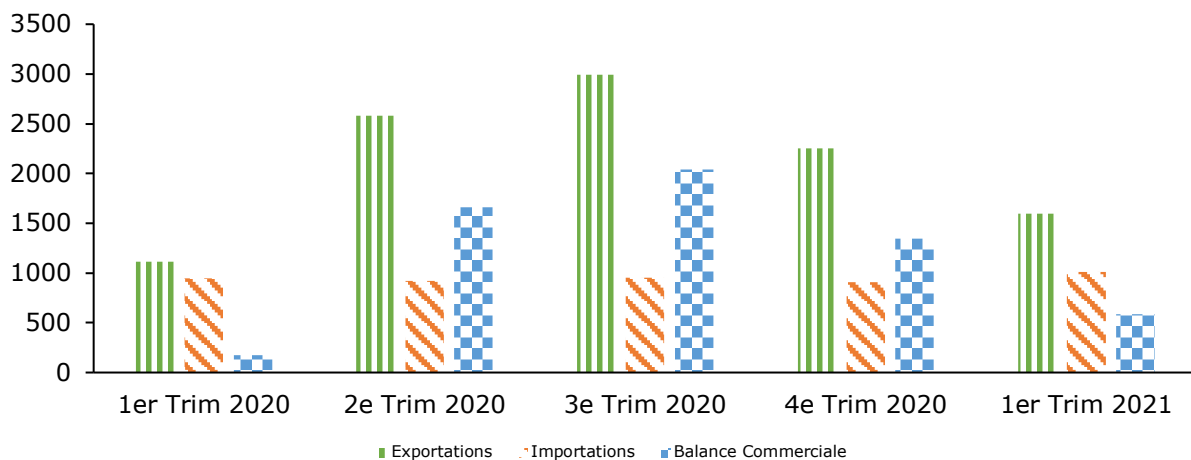
2-5-Secteur extérieur

Le compte extérieur de la Guinée se traduit par une capacité de financement de USD 360,9 millions au premier trimestre 2021, contre un besoin de financement de USD 63,7 millions un an auparavant. Cette capacité de financement résulte des excédents du compte des transactions courantes et du compte capital.

Le compte des transactions courantes qui affichait un déficit de 75,7 millions au premier trimestre 2020 a enregistré un solde excédentaire de USD 273,3 millions au premier trimestre 2021, soit une amélioration de USD 197,6 millions. Cette amélioration est portée par une augmentation de l'excédent de la balance commerciale de USD 422,9 millions et, dans une moindre mesure, de celui des revenus secondaires de 23,5 %. Les balances des services, des revenus primaires, enregistrent respectivement des déficits de USD 177,1 millions et de USD 166,2 millions au premier trimestre 2021.

L'excédent de la balance commerciale s'est amélioré de USD 422,9 millions par rapport au premier trimestre 2020 pour atteindre USD 585,4 au premier trimestre 2021. Cette performance résulte de la hausse des exportations des produits miniers, notamment l'or et ce malgré l'augmentation des importations des produits alimentaires et pétroliers.

Graphique 15 : Évolution de la balance commerciale (en millions de USD)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

2-5-1- Exportations

Les exportations atteignent USD 1 596,4 millions au premier trimestre 2021, soit une augmentation de 43 % en glissement annuel, portées par les produits miniers et les produits forestiers.

En effet, les produits miniers qui représentent le principal produit d'exportation de la Guinée enregistrent une progression de 49,1 % par rapport au premier trimestre 2020 pour se situer USD 1 507 millions. Cette augmentation est tirée par les exportations d'or.

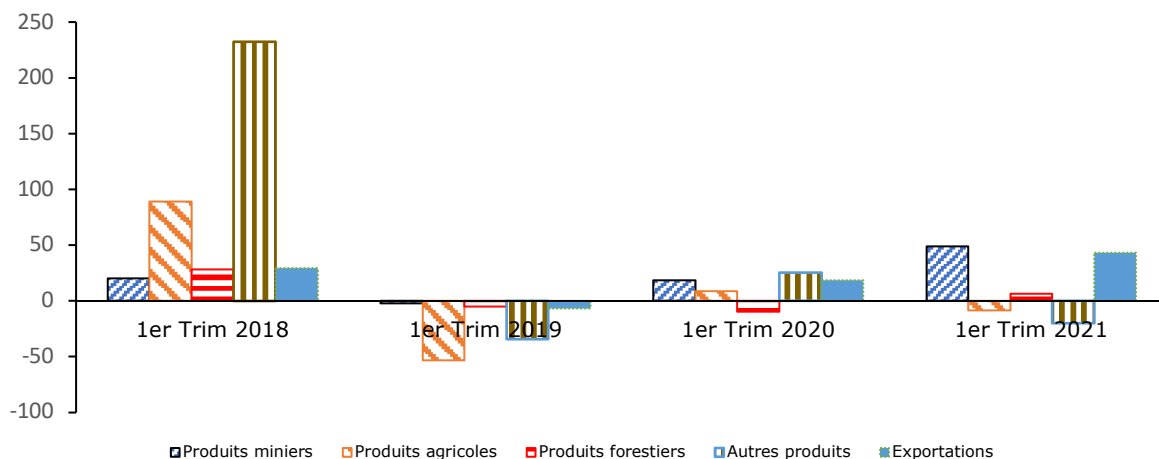
Les exportations d'or s'établissent à USD 903,8 millions au premier trimestre 2021, contre USD 355,2 millions au premier trimestre 2020. Cette performance s'explique par l'évolution favorable du cours de l'or sur le marché international. Le volume d'or exporté atteint 17,3 tonnes au premier trimestre 2021, contre 7,8 tonnes au premier trimestre 2020, soit une hausse de 9,5 tonnes, tirée à la fois par les productions artisanale et industrielle.

Les exportations des produits forestiers enregistrent une augmentation de 6,6 % par rapport au premier trimestre 2020, pour s'établir à USD 12,5 millions au premier trimestre 2021. Cet accroissement est imputable à l'évolution favorable du prix du caoutchouc sur le marché international.

Par contre, les exportations de bauxite enregistrent une baisse de 6,74 % en glissement annuel pour s'établir à USD 573,7 millions, en raison du ralentissement de la demande chinoise et de la baisse de la production de bauxite de la Compagnie de Bauxite de Guinée (CBG) consécutive à un accident qui a entraîné l'arrêt des travaux. Le volume exporté de bauxite atteint 15,1 millions de tonnes au premier trimestre 2021, contre 16,2 millions de tonnes à la même période de l'année précédente, soit une baisse de 6,8 %.

Par contre, les exportations des produits agricoles qui étaient de USD 17,7 millions au premier trimestre 2020, se situent à USD 16,19 millions au premier trimestre 2021, soit une baisse de 8,3 % en glissement annuel, en raison de la baisse du prix de certains produits sur le marché international notamment le cacao et le café.

Graphique 16 : Évolution en glissement annuel des exportations par type de produits (en %)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

2-5-2-Importations

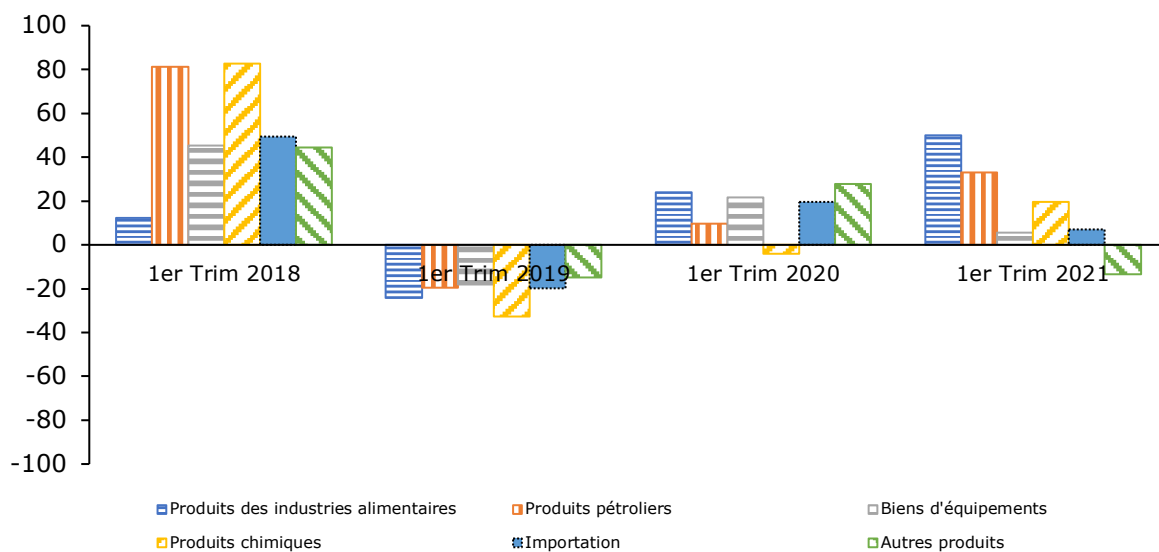
Les importations atteignent USD 1 010,9 millions au premier trimestre 2021, contre USD 943,5 millions à la même période de l'année précédente, soit une hausse de 7,1 %, tirée essentiellement par les importations des produits alimentaires et pétroliers.

Les importations des produits alimentaires s'établissent à USD 160,3 millions au premier trimestre 2021, en hausse de 50 % en glissement annuel portées essentiellement par les importations de riz.

Les importations de produits pétroliers se situent à USD 200,3 millions au premier trimestre 2021, soit une augmentation de 33,2 % par rapport à la même période de 2020, imputable à l'augmentation du prix du baril sur le marché international.

Les importations des biens d'équipement et des produits chimiques, enregistrent une augmentation, en glissement annuel de 5,7 % et 19,5 %, respectivement.

Graphique 17 : Évolution en glissement annuel des importations par type de produits (en %)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

En revanche, les importations de produits de la construction automobile atteignent USD 43,4 millions au premier trimestre 2021, contre USD 130,6 millions, soit une baisse de 66,8 %, en raison notamment des mesures de restriction d'importations des voitures de moins de 13 ans imposées par le Gouvernement.

2-5-3- Investissements directs étrangers

Au premier trimestre 2021, les investissements directs étrangers (IDE) s'établissent à USD 268,3 millions, essentiellement portés par ceux du secteur minier qui représentent 99,1 %. En effet, les IDE du secteur minier s'établissent à USD 265,9 millions, contre USD 184,59 millions pour l'année 2020, en lien avec l'acquisition d'équipements de production et de transport, notamment les locomotives et les wagons qui rouleront sur la nouvelle voie ferrée de la SMB reliant le port de Dapilon et la zone minière de Santou. Les investissements des autres secteurs se situent à USD 2,4 millions, principalement effectués au niveau du secteur des banques et celui des assurances.

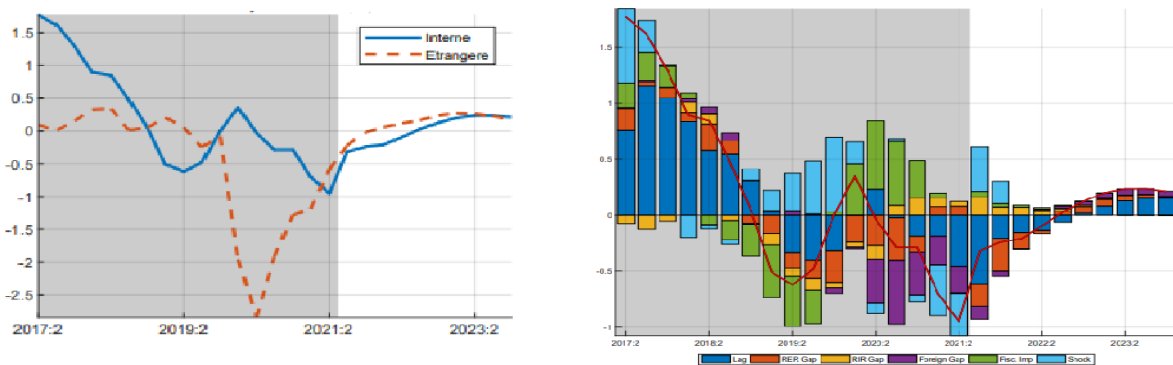
2-6- Perspectives macroéconomiques

2-6-1-Scénario de prévision de base

Depuis le début de 2021, plusieurs pays du monde, notamment les pays développés et émergents ont fait des progrès remarquables dans la campagne de vaccination contre le coronavirus, avec parfois plus de 50 % des personnes adultes vaccinées. Si cette tendance se poursuit et si les nouveaux variants sont contenus, la pandémie pourrait être maîtrisée et la reprise des activités pourrait être enregistrée au niveau mondial. Dans ces conditions, la demande d'exportations guinéennes augmenterait, ce qui pourrait favoriser la hausse des recettes d'exportations. Cette hausse renforcerait, à son tour, les réserves de change du pays. Par ailleurs, si la récente décision des autorités des Emirats Arabes Unis de rapatrier les recettes d'exportations de l'or artisanal vers leurs pays d'origine est appliquée de manière durable étant donné le poids des exportations d'or artisanal dans le total des exportations, les réserves de change de la Guinée pourraient être renforcées. En outre, suite à la limitation du nombre de pèlerins par les autorités saoudiennes, les guinéens ne pourront pas se rendre à la Mecque en 2021. La combinaison de ces facteurs qui constituent le scénario de base, contribuerait à faire baisser la pression sur le marché des changes, qui pourrait avoir, à son tour, des effets désinflationnistes.

Selon le scénario de prévision de base, le taux de croissance du PIB réel devrait s'établir à 5,2 % en 2021, essentiellement porté par la consommation intérieure et les exportations minières. Malgré cette résilience dans le contexte sanitaire actuel, l'économie restera en dessous de son niveau potentiel et l'écart de production se refermera progressivement pour s'annuler au premier trimestre 2023, en raison de la faiblesse de la demande globale. Cette faiblesse s'expliquerait par sa persistance, la surévaluation du taux de change effectif réel, la faiblesse de la demande étrangère et le resserrement de la politique monétaire dont les effets seraient atténués par une relance budgétaire.

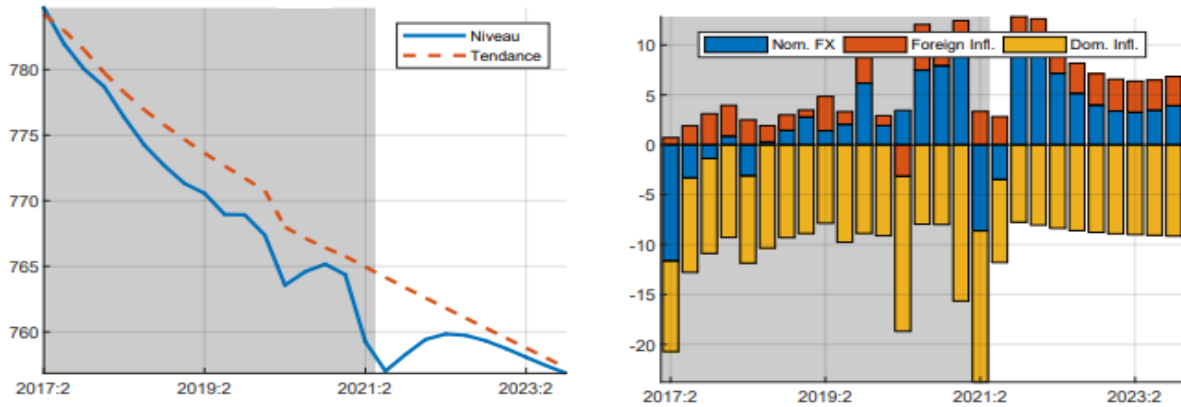
Graphique 18 : Évolution de l'écart de production et de sa décomposition (en %)



Source : Calcul à partir des données de la Direction Nationale du Plan et de la Prospection

Avec le différentiel d'inflation positif par rapport aux principaux partenaires commerciaux et un taux de change nominal relativement stable soutenu par les exportations minières, le taux de change effectif réel devrait être surévalué en 2021, et son écart par rapport au niveau d'équilibre pourrait progressivement se refermer en 2023.

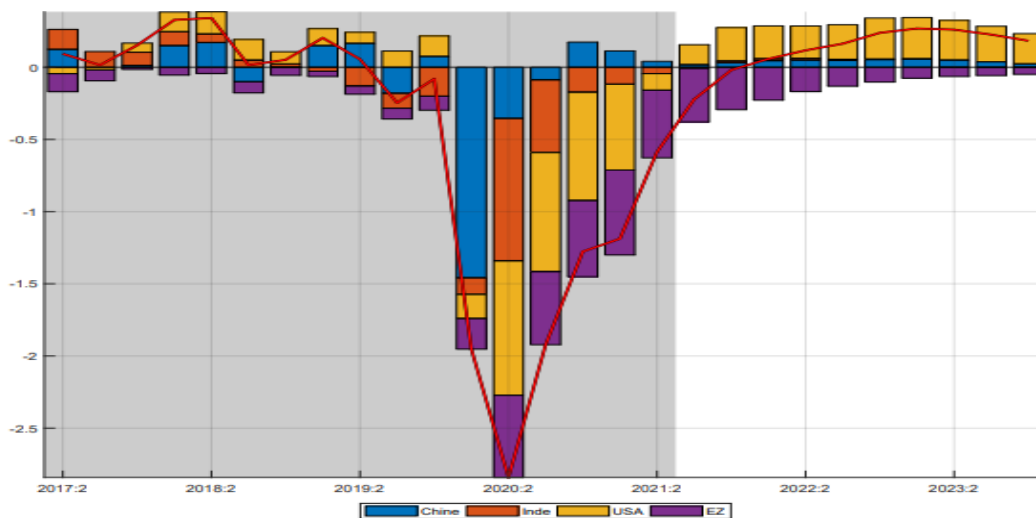
Graphique 19 : Évolution de l'écart du taux de change réel et de sa décomposition (en %)



Source : Calcul à partir des données de la Banque Centrale de la République de Guinée

Dans la zone euro, aux États-Unis et en Inde, qui sont des principaux partenaires commerciaux de la Guinée et qui continuent de subir les effets de la pandémie, la demande resterait faible en 2021, contrairement à la Chine qui bénéficie d'une hausse de la demande des équipements médicaux et des produits électroniques. A partir du premier trimestre 2022, la reprise économique devrait s'accélérer aux États-Unis et resterait stable en Chine, ce qui permettrait à la production étrangère d'atteindre et de dépasser son niveau potentiel.

Graphique 20 : Décomposition de l'écart de production étrangère (en %)

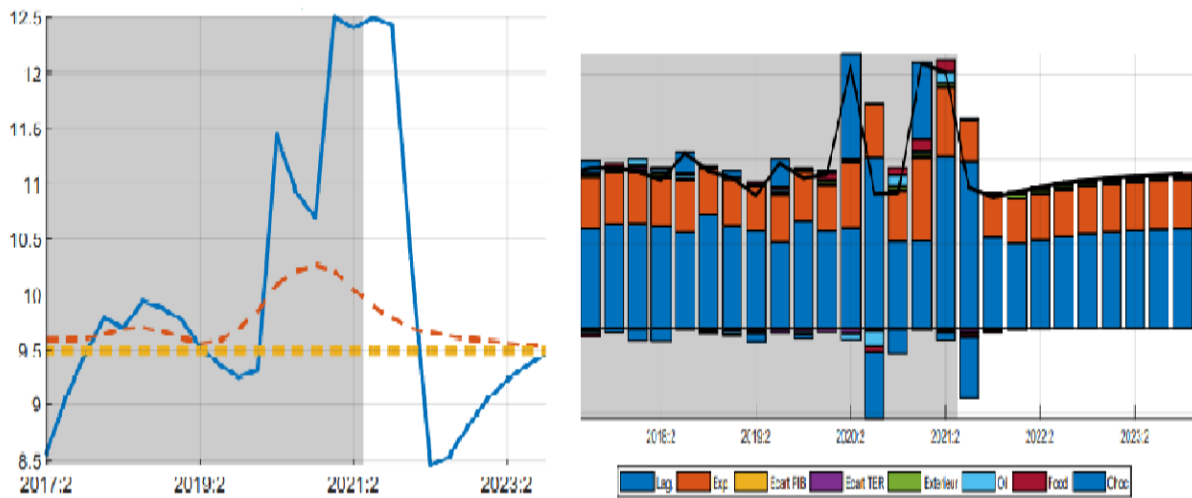


Source : Calculs à partir des données du Fonds Monétaire International

En 2021, l'inflation devrait rester au-dessus de sa cible, en raison de sa relative persistance, des anticipations inflationnistes et de l'inflation importée, en dépit de l'appréciation attendue du taux de change effectif réel. En effet, elle s'établirait à 12,4 % en glissement annuel au dernier trimestre 2021.

Avec l'écart de production négatif et la surévaluation du taux de change effectif réel, l'inflation devrait baisser progressivement vers son niveau cible. Toutefois, elle devrait se maintenir à deux chiffres jusqu'au premier trimestre 2022. Elle retomberait à 8,5 % en glissement annuel au deuxième trimestre 2022, en lien avec la faiblesse de la demande.

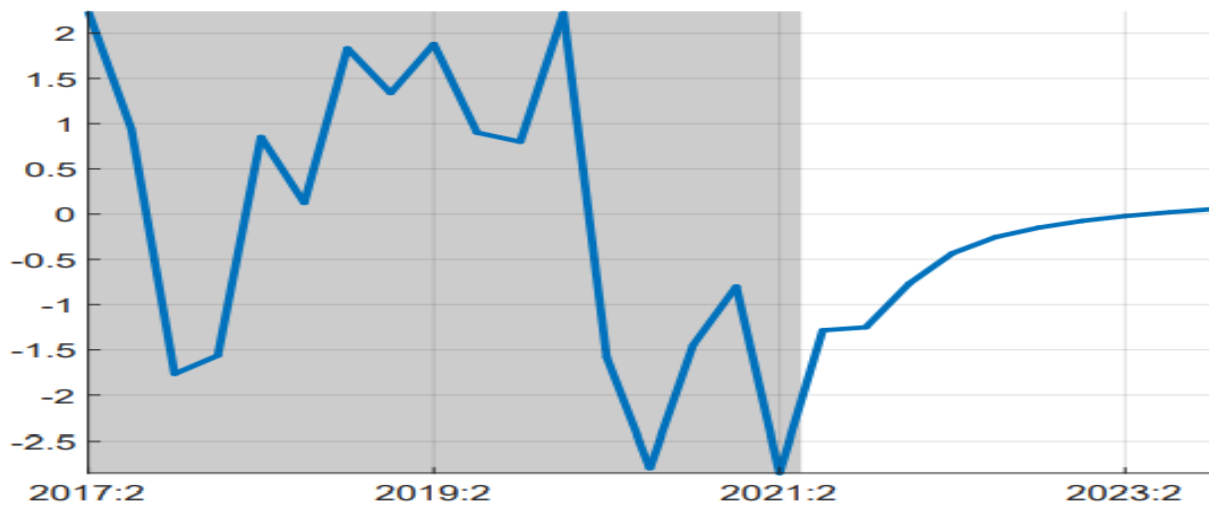
Graphique 21 : Évolution de l'inflation et de sa décomposition (en %)



Source : Calculs à partir des données de l'Institut National de la Statistique

Avec la baisse attendue de l'inflation, l'écart négatif du taux d'intérêt réel se réduirait progressivement pour s'annuler au deuxième trimestre 2023.

Graphique 22 : Écart du taux d'intérêt (en %)



Source : Calculs à partir des données de la Banque Centrale de la République de Guinée

2-6-2-Scénarii alternatifs

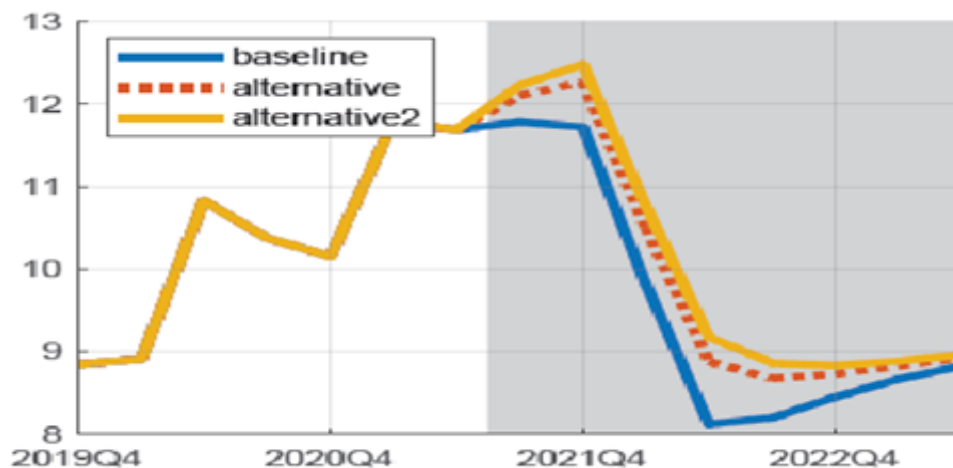
Avec la reprise de l'activité économique mondiale, la demande de produits énergétiques pourrait augmenter. Dans ce contexte conjugué avec la limitation de la production du pétrole de l'OPEP et de ses partenaires, la hausse des prix des produits énergétiques notamment du pétrole, enregistrée au premier trimestre 2021 pourrait se poursuivre sur le marché international. Selon les prévisions d'avril 2021 de la Banque Mondiale, le prix du pétrole brut pourrait se situer, en moyenne, à USD 56 le baril en 2021 et USD 60 le baril en 2022. Cette hausse, combinée aux efforts de rationalisation des finances publiques, pourrait amener le Gouvernement à augmenter le prix du carburant à la pompe.

Avec ces hypothèses, deux scénarii alternatifs peuvent être dégagés, à savoir :

- le prix du carburant à la pompe passe de GNF 9 000 à GNF 10 000 à fin août 2021 ;
- le prix du carburant à la pompe passe de GNF 9 000 à GNF 11 000 à fin août 2021.

Les scénarii alternatifs pourraient se traduire, à court terme, par une inflation plus élevée que dans le scénario de base, même si ces scénarii prévoient un niveau d'inflation à un chiffre à partir du deuxième trimestre 2022, en raison des anticipations plus prononcées et de la persistance de l'inflation. En effet, l'inflation se situerait à 9,3 % et 9,6 % en glissement annuel au deuxième trimestre 2022, respectivement.

Graphique 23 : Évolution comparées des principaux scénarii de l'inflation (en %)



Source : Calculs à partir des données de la Banque Centrale de la République de Guinée

2-6-3-Risques sur les perspectives de l'inflation

Si les États n'arrivent pas à faire vacciner rapidement leurs populations contre la COVID - 19 et si le rythme de propagation de nouveaux variants n'est pas maîtrisé, la situation socio-économique engendrerait une incertitude. Cette incertitude pourrait amener les gouvernements à réintroduire les mesures sanitaires restrictives pour contrer la

pandémie. Ces mesures qui pourraient limiter les déplacements, impacteraient négativement la demande mondiale et entraîneraient une baisse des exportations de la Guinée et la diminution des réserves de change du pays. Cette diminution pourrait, à son tour, se répercuter sur l'offre de devises sur le marché de change. Le franc guinéen pourrait ainsi enregistrer une dépréciation par rapport aux principales devises étrangères, ce qui exercerait une pression sur les prix.

Par ailleurs, la baisse des exportations pourrait également entraîner une diminution des recettes publiques et détériorer le déficit budgétaire. Si une partie du financement de ce déficit est monétaire, une pression supplémentaire pourrait s'exercer sur les prix.

En outre, les nouvelles vagues du virus pourraient entraîner une hausse des dépenses sanitaires pour contrer la propagation de la pandémie. Le plan de relance post crise sanitaire pourrait se traduire par des dépenses supplémentaires. Les effets combinés de ces dépenses contribueraient à accroître le niveau du déficit budgétaire. Le financement de ce déficit pourrait exercer des pressions supplémentaires sur l'inflation à moyen terme.

La poursuite des travaux de reconstruction des infrastructures routières, combinée à la saison pluvieuse, pourrait perturber le transport et donc l'offre et la distribution des produits de consommation, ce qui exercerait simultanément une pression sur le coût du transport et les prix relatifs de ces produits qui se répercuteraient sur le niveau général des prix à la consommation.

Les remboursements de la première tranche des emprunts obligataires de 2020 et de deuxième tranche de ceux de 2019 effectués les 12 et 19 juillet 2021 pour un montant total de 1 102,4 milliards pourraient entraîner une hausse de la liquidité bancaire. Cette hausse pourrait, à son tour, exercer une pression sur les prix.

Tableau 6 : Évolution du PIB réel (en % et en milliards de GNF)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
				<i>Est.</i>	<i>Est.</i>	<i>Prév.</i>
CROISSANCE						
PIB	10,8%	10,5%	6,4%	5,6%	7,0%	5,2%
PIB par tête	8,4%	8,1%	4,1%	3,3%	4,6%	2,9%
Secteur primaire	9 770	10 227	10 772	11 588	12 300	13 145
Agriculture	4 696	5 040	5 335	5 711	6 009	6 332
Elevage, Chasse, services annexes	1 657	1 710	1 813	1 962	2 115	2 379
Sylviculture	1 398	1 358	1 399	1 417	1 392	1 417
Pêche, pisciculture et aquaculture	2 019	2 119	2 225	2 498	2 784	3 017
Secteur secondaire	15 898	19 762	21 136	22 659	27 533	29 369
Activités extractives	6 614	10 077	11 084	12 130	16 343	17 594
Fabrication de produits alimentaires et de boissons	1 511	1 538	1 587	1 694	1 743	1 815
Fabrication d'autres produits manufacturiers	4 496	4 555	4 692	4 884	4 991	5 161
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	524	550	581	633	863	1 030
Construction	2 753	3 043	3 193	3 319	3 593	3 770
Secteur tertiaire	24 998	26 069	27 639	28 997	28 337	29 305
Commerce	10 363	10 869	11 560	12 179	10 868	11 021
Hôtels et restaurants	547	553	591	615	576	590
Transports	2 414	2 499	2 629	2 750	2 698	2 798
Postes et télécommunications	457	465	487	509	595	669
Autres services marchands	3 736	3 971	4 169	4 311	4 462	4 629
Activités d'administration publique	5 003	5 206	5 572	5 913	6 222	6 465
Autres services non marchands	2 478	2 505	2 631	2 720	2 916	3 132
Impôts nets des subventions	3 758	4 074	4 464	4 365	4 164	4 266
PIB aux prix du marché	54 423	60 132	64 010	67 609	72 334	76 085

Source : Direction Nationale du Plan et de la Prospective

Tableau 7 : Production industrielle

	Eau (1000 m3)	Électricité (1000 mwh)	Ciment (1000 tonnes)	Peinture (tonnes)
Premier trimestre 2020	15 789	530,84	307,73	5 157,51
Quatrième trimestre 2020	16 383	698,67	250,86	5 539,11
Premier trimestre 2021	16 088	608,21	271,05	5 035,32
Variation en glissement annuel	3,76	31,62	-18,48	7,40
Variation Trimestrielle	-1,80	-12,95	8,05	-9,10

Source : Ministère de l'Économie et des Finances

Tableau 8 : Production Minière (en tonne)

	Bauxite		Alumine		Fer	
	<i>Production</i>	<i>Exportation</i>	<i>Production</i>	<i>Exportation</i>	<i>Production</i>	<i>Exportation</i>
Premier trimestre 2020	21 643 767	21 033 028	111 900	127 117		
Quatrième trimestre 2020	23 664 358	22 482 859	101 000	119 108	206 045	124 267
Premier trimestre 2021	24 008 393	22 083 200	99 420	119 098	503 764	580 160

Source : Ministère des Mines et de la Géologie

Tableau 9 : Production d'or (artisanale et industrielle) et de diamant

	Or industriel		Or artisanal		Diamant	
	<i>Quantité (g)</i>	<i>Valeur (USD)</i>	<i>Quantité (g)</i>	<i>Valeur (USD)</i>	<i>Quantité (g)</i>	<i>Valeur (USD)</i>
Premier trimestre 2020	3 064 838	136 392 346	4 699 225	218 769 844	39 971	2 720 906
Quatrième trimestre 2020	4 222 053	225 889 999	16 865 077	936 429 776	85 228	4 902 759
Premier trimestre 2021	4 315 465	219 211 919	12 984 516	684 561 037	89 969	4 291 428

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Tableau 100 : La balance des paiements (en millions de USD)

Libellé poste	1er T2020	2eme T 2020	3eme T 2020	4eme T 2020	1er T2021
A. Compte des transactions courantes n.i.a	-75,7	865,2	1207,0	688,3	273,3
Crédit	1172,9	2750,0	3039,0	2432,2	1 641,2
Débit	1248,6	1884,8	1832,0	1743,9	1 367,9
1. Balance commerciale	162,6	1658,1	2037,4	1345,7	585,5
Crédit	1106,1	2580,0	2993,3	2251,8	1 596,4
Débit	943,5	922,0	955,9	906,1	692,6
2. Balance des services	-167,2	-836,6	-812,9	-704,6	-177,1
Crédit	16,4	13,0	15,7	19,7	5,3
Débit	183,6	849,6	828,6	724,3	182,4
3. Revenus primaires	-96,3	-12,2	-22,1	-14,2	-166,2
Crédit	6,8	13,1	3,0	9,6	0,5
Débit	103,1	25,3	25,1	23,8	166,7
4. Revenus secondaires	25,1	55,9	4,6	61,4	31,1
Crédit	43,6	143,7	27,0	151,2	39,0
Débit	18,5	87,9	22,5	89,7	7,9
B. Compte de capital n.i.a	12,0	37,6	64,2	33,3	87,6
Crédit	12,0	37,8	65,7	34,8	87,9
Débit	0,0	0,2	1,5	1,5	0,3
C. Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-63,7	902,8	1271,2	721,6	360,9
D. Compte financier n.i.a	-44,1	495,6	1175,9	435,7	129,5
1. Investissement direct n.i.a	-82,0	-20,0	-7,1	-64,9	65,2
2. Investissement de portefeuille n.i.a	3,5	-2,5	2,7	8,3	0,0
3. Drivés financiers n.i.a	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. Autres investissements n.i.a	34,4	518,0	1180,3	492,3	64,2
E. Erreurs et omissions nettes	-0,4	0,5	0,8	-0,9	-53,1
F. Solde global à financer	-20,0	407,7	96,1	285,0	178,3
G. Financement du solde global	-20,0	407,7	96,1	285,0	178,3
Avoirs de réserve	-97,8	183,2	-60,4	100,6	88,5
Crédits et prêts du FMI	-7,3	-2,7	10,3	63,1	-14,5
Financement exceptionnel	85,2	227,3	146,2	121,2	104,3
Tirages sur nouveaux emprunts	85,2	227,3	146,2	121,3	95,7
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rééchelonnement de dettes existantes	0,0	12,8	10,8	13,5	8,6
Rééchelonnement d'arriérés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Tableau 11 : Le taux de change du marché officiel et du marché parallèle de mars 2020 à mars 2021 (fin de période)

	Mars-21	Avril-21	Mai-20	Juin-20	Juil-20	Août-20	Sept-20	Oct-20	Nov-20	Déc-20	Janv-21	Févr-21	Mars-21
Taux officiel	9 357,9	9 405,6	9 456,8	9 594,2	9 584,4	9 627,7	9 737,3	9 750,0	9 837,4	9 990,0	10 060,2	10 104,0	9 958,0
taux des bureaux des changes	9 396,7	9 550,0	9 550,0	9 650,8	9 650,8	9 682,5	9 750,8	9 750,8	9 790,0	9 925,8	10 001,8	10 021,7	9 997,0

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Tableau 12 : Évolution des prix par fonction

	Mai-20	Juin-20	Juil-20	Août-20	Sept-20	Oct-20	Nov-20	Déc-20	Janv-21	Févr-21	Mars-21	Avril-21	Mai-21
Indice Global	1173,8	1180,4	1194,2	1196,2	1203,7	1210,3	1216,6	1220,9	1247,4	1261,8	1272,5		
Alimentation	2046,8	2070,5	2100,0	2098,2	2119,5	2141,1	2156,2	2166,7	2232,1	2248,8	2270,9	2362,8	2387,9
Habillements et chaussures	595,1	595,1	595,1	595,4	595,7	596,0	596,0	596,0	596,5	597	597	598,6	598,6
Ameublement/ Équipement ménager	680,0	683,0	683,4	697,8	699,4	701,1	704,4	709,5	714,4	766,5	773,2	780,6	797,9
Transport	741,4	741,0	741,0	741,0	728,7	711,4	711,4	711,4	710	710	710	710	710
Logement / Électricité / Eau /Gaz	723,0	697,2	720,7	730,2	733,0	736,4	738,9	735,3	743,7	775,5	777,1	782,3	763,0
santé	772,4	770,5	771,4	775,2	777,4	777,1	777,6	780,6	788	790,4	805,2	817,3	822,2
loisir / spectacle / culture	369,0	370,7	370,7	370,7	374,7	374,7	374,7	374,7	373,2	373,2	373,2	374,0	374,0
enseignement	391,3	391,3	391,3	391,3	391,3	391,3	391,3	391,3	391,3	391,3	391,3	391,3	391,3
hôtels café restaurants	669,8	691,1	691,1	691,1	691,1	691,1	691,1	691,1	690,8	690,8	690,8	690,8	690,0
autres biens et services	368,7	368,7	368,7	368,7	368,7	368,7	691,1	368,7	368,4	368,4	368,4	368,4	368,4

Source : Institut National de la Statistique

Tableau 13 : Situation monétaire intégrée (en milliards de GNF)

	mars-20	avr-20	mai-20	juin-20	juil-20	août-20	sept-20	oct-20	nov-20	déc-20	janv-21	févr-21	mars-21
AVOIRS EXTERIEURS NETS	10 207,4	10 429,8	9 698,7	12 089,7	11 056,9	10 142,3	11 362,4	12 104,2	11 839,1	12 186,7	13 092,5	14 047,1	14 720,0
Banque Centrale (1)	7 562,4	7 530,4	6 922,7	9 172,0	7 964,9	7 422,0	8 421,5	8 951,8	8 659,6	8 754,5	8 969,0	9 079,9	9 535,7
(en millions de dollars)	839,8	836,2	768,8	1 018,5	884,5	824,2	935,2	994,1	961,6	972,2	996,0	1 008,3	1 058,9
Or	1 254,6	1 356,3	1 356,3	1 365,7	1 448,7	1 213,2	1 890,1	2 420,3	2 420,3	2 535,5	2 535,5	2 535,4	2 535,6
FMI	-3 785,9	-3 656,5	-3 718,2	-3 796,6	-3 871,6	-3 929,6	-3 944,7	-3 961,6	-4 042,6	-4 825,1	-4 851,3	-4 895,7	-4 661,4
Position de réserve	337,6	339,6	339,6	339,6	339,6	339,6	339,6	339,6	339,6	339,6	339,6	339,6	339,6
Avoirs en DTS	895,4	729,8	768,5	787,4	798,3	813,0	815,1	819,6	830,7	856,9	861,9	870,4	724,7
Avoirs en devises (net)	8 860,7	8 761,3	8 176,5	10 476,1	9 250,0	8 985,9	9 321,5	9 333,8	9 111,6	9 847,7	10 083,4	10 230,2	10 597,2
Banque de Dépôts	2 645,0	2 899,4	2 776,0	2 917,7	3 092,0	2 720,3	2 940,9	3 152,4	3 179,5	3 432,3	4 123,5	4 967,2	5 184,3
AVOIRS INTERIEURS NETS	21 583,3	22 151,7	23 890,1	21 621,9	24 149,2	25 569,4	25 040,1	25 270,6	25 370,4	25 234,0	25 068,1	24 508,9	24 809,6
Dont Avoirs Intérieurs Nets BCRG	7 232,8	7 694,3	9 448,0	6 623,7	9 280,1	10 728,2	9 820,1	9 736,9	7 524,9	7 700,6	7 913,7	7 728,6	7 709,7
Crédit intérieur net	28 056,9	28 785,6	30 079,6	29 506,3	31 358,4	32 545,7	32 151,2	32 616,4	33 245,9	33 486,8	33 111,9	32 348,8	33 136,3
Créances sur le Secteur Public	16 316,9	16 924,4	18 236,4	18 020,0	19 437,6	19 918,7	19 515,1	20 307,8	20 382,4	20 478,0	20 090,1	19 747,2	20 038,1
Créances nettes sur l'État*	16 315,7	16 923,1	18 234,3	18 018,9	19 435,3	19 916,0	19 512,2	20 304,3	20 378,7	20 478,0	20 085,2	19 740,7	19 964,5
BCRG (avec stock dette titrisée)	10 425,0	11 233,6	12 160,7	10 788,5	12 493,7	13 419,0	12 763,4	13 260,1	11 766,5	11 567,2	11 243,3	11 147,5	11 252,4
BCRG (hors recapitalisation)	6 699,1	7 507,8	8 434,8	7 062,7	8 767,8	9 693,2	9 037,5	9 534,2	8 040,6	7 543,3	7 219,4	7 123,5	7 228,5
Banques	5 890,7	5 689,4	6 073,6	7 230,4	6 941,5	6 497,0	6 748,8	7 044,3	8 612,2	8 910,7	8 841,8	8 593,3	8 712,1
Créances sur les E/ses Pub	1,2	1,3	2,1	1,1	2,4	2,7	2,9	3,4	3,7	0,1	5,0	6,5	73,6
Créances sur le Secteur Privé	11 740,0	11 861,2	11 843,2	11 486,4	11 920,8	12 627,0	12 636,1	12 308,7	12 863,5	13 008,8	13 021,8	12 601,6	13 098,2
. Créances compromises	1 096,5	1 106,6	1 121,8	1 099,0	1 103,9	982,3	979,9	967,9	986,9	1 001,8	1 055,2	1 144,4	1 098,2
dont provisions	817,1	824,1	844,1	830,8	847,8	725,2	735,0	742,0	749,7	760,3	769,3	782,7	789,9
. Créances saines	10 643,5	10 754,6	10 721,5	10 387,4	10 817,0	11 644,7	11 656,2	11 340,8	11 876,7	12 007,0	11 966,6	11 457,2	12 000,0
dont créances à MLT	4 723,0	4 822,3	4 896,1	4 937,4	5 001,2	4 812,2	4 840,1	4 859,6	4 965,9	5 099,3	5 068,7	4 808,7	4 949,4
Autres Postes nets	-6 473,7	-6 634,0	-6 189,5	-7 884,4	-7 209,2	-6 976,3	-7 111,2	-7 345,8	-7 875,5	-8 252,8	-8 043,8	-7 839,9	-8 326,7
Autres Postes nets (hors recapitalisation)	-2 747,8	-2 908,1	-2 463,6	-4 158,5	-3 483,3	-3 250,4	-3 385,3	-3 619,9	-4 149,6	-4 527,0	-4 019,8	-3 815,9	-4 302,7
MASSE MONÉTAIRE	31 790,7	32 581,5	33 588,8	33 711,7	35 206,1	35 711,7	36 402,5	37 374,8	37 209,5	37 420,7	38 160,7	38 556,0	39 529,6
Base Monétaire	14 795,2	15 224,7	16 370,7	15 795,7	17 244,9	18 150,2	18 241,6	18 688,6	16 184,5	16 455,0	16 882,8	16 808,5	17 245,4
Monnaie en circulation	9 311,4	9 716,9	10 519,5	9 690,4	10 762,2	10 894,7	11 240,3	11 505,9	11 415,7	11 541,6	11 641,3	11 480,6	11 927,5
Dépôts à vue gnf	13 291,2	13 293,5	13 799,5	14 151,7	14 227,7	14 516,0	14 819,6	15 061,4	14 919,6	14 712,9	14 843,4	15 108,1	14 971,5
Dépôts à terme gnf	2 577,1	2 588,5	2 531,8	2 716,9	2 978,8	3 080,5	3 153,7	3 314,0	3 230,6	3 192,6	3 120,1	3 072,9	3 393,4
Dépôts en devises	6 611,00	6 982,51	6 737,86	7 152,71	7 237,31	7 220,54	7 188,90	7 493,57	7 643,65	7 973,50	8 555,82	8 894,39	9 237,30

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Tableau 14 : Résultats de prévision du scénario de base

		20Q4	21Q1	21Q2	21Q3	21Q4	22Q1	22Q2	22Q3	22Q4	23Q1	23Q2	23Q3	23Q4
PIB														
Croissance	% YoY	6.1	5.1	5.1	6.0	6.0	6.4	6.8	6.2	6.2	6.2	6.1	5.9	5.8
	% QoQ @ar	6.1	4.2	4.9	8.6	6.2	6.0	6.3	6.3	6.2	6.0	5.8	5.7	5.6
Tendance de Croissance	% YoY	6.4	6.2	6.1	6.0	5.9	5.9	5.9	5.8	5.8	5.8	5.7	5.7	5.7
	% QoQ @ar	6.1	6.0	6.0	5.9	5.9	5.8	5.8	5.8	5.7	5.7	5.7	5.7	5.7
Ecart de PIB	%	-0.3	-0.7	-1.0	-0.3	-0.2	-0.2	-0.1	0.0	0.1	0.2	0.2	0.2	0.2
Inflation														
Inflation	% YoY avg	10.7	12.5	12.4	12.5	12.4	10.3	8.5	8.5	8.8	9.1	9.2	9.4	9.5
	% YoY eop	10.6	12.3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	% QoQ @ar	8.3	16.9	16.4	8.7	8.1	8.4	8.7	9.0	9.2	9.3	9.4	9.5	9.6
Cible Inflation	% YoY	10.3	10.2	10.0	9.9	9.8	9.7	9.7	9.6	9.6	9.6	9.6	9.6	9.5
Taux de Change														
Nominal	GNF per USD	9818.9	10049.6	9835.3	9750.0	9999.5	10250.0	10434.9	10570.0	10675.1	10765.7	10853.4	10947.2	11054.5
Depreciation	% YoY	5.3	7.3	4.1	1.3	1.8	2.0	6.1	8.4	6.8	5.0	4.0	3.6	3.6
	% QoQ @ar	8.2	9.7	-8.3	-3.4	10.6	10.4	7.4	5.3	4.0	3.4	3.3	3.5	4.0
Depreciation Reel	% QoQ @ar	2.4	-3.2	-18.5	-8.6	5.2	4.7	1.7	-0.4	-1.6	-2.3	-2.6	-2.6	-2.3
Taux Interet														
Nominale	% p.a.	8.2	10.4	9.5	9.8	7.9	6.7	7.1	7.5	7.8	8.1	8.2	8.4	8.5
Reel	% p.a.	-2.0	-1.3	-3.5	-1.9	-1.9	-1.4	-1.1	-0.9	-0.8	-0.8	-0.7	-0.7	-0.6
Nominal Money (Base monétaire)														
Actual level	bln GNF	17.3	16.9	18.0	19.0	20.0	20.9	21.7	22.5	23.4	24.3	25.2	26.1	27.1
Target level	bln GNF	16.1	16.9	17.8	18.6	19.4	20.3	21.1	22.0	22.8	23.7	24.7	25.6	26.6
Actual growth	% QoQ @ar	-9.4	-8.7	23.8	23.2	20.6	17.0	15.3	14.8	14.7	14.8	14.8	14.8	14.8
Target growth	% QoQ @ar	16.1	18.9	21.3	18.0	17.3	16.8	16.4	16.0	15.7	15.5	15.3	15.1	15.0

Source : Calculs à partir des données de la Banque Centrale de la République de Guinée, du Ministère du Plan et du Développement Economique et du FMI

Tableau 15 : Résultats de prévision du scénario alternatif 1 (augmentation du prix du carburant à la pompe de GNF 9 000 à GNF 10 000)

		20Q4	21Q1	21Q2	21Q3	21Q4	22Q1	22Q2	22Q3	22Q4	23Q1	23Q2	23Q3	23Q4
PIB														
Croissance	% YoY	6.1	5.1	5.1	5.5	5.4	6.0	6.4	6.3	6.4	6.4	6.2	6.1	5.9
	% QoQ @ar	6.2	4.2	4.0	6.8	5.8	6.4	6.5	6.4	6.3	6.2	6.0	5.8	5.6
Tendance de Croissance	% YoY	6.4	6.2	6.1	6.0	5.9	5.9	5.8	5.8	5.8	5.7	5.7	5.7	5.7
	% QoQ @ar	6.1	5.9	5.9	5.9	5.8	5.8	5.8	5.7	5.7	5.7	5.7	5.7	5.6
Ecart de PIB	%	-0.3	-0.7	-0.9	-0.7	-0.7	-0.5	-0.4	-0.2	-0.1	0.0	0.1	0.1	0.1
Inflation														
Inflation	% YoY avg	10.7	12.5	12.4	12.9	13.0	11.1	9.3	9.1	9.1	9.2	9.3	9.4	9.5
	% YoY eop	10.6	12.3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	% QoQ @ar	8.3	16.9	16.4	10.1	9.0	9.0	9.1	9.2	9.3	9.4	9.5	9.5	9.6
Cible Inflation	% YoY	10.3	10.2	10.1	9.9	9.8	9.7	9.7	9.6	9.6	9.6	9.6	9.6	9.5
Taux de Change														
Nominal	GNF per USD	9818.9	10049.6	9835.3	9750.0	9964.4	10202.3	10398.7	10555.7	10684.6	10796.6	10902.1	11009.8	11127.9
Depreciation	% YoY	5.3	7.3	4.1	1.3	1.5	1.5	5.7	8.3	7.2	5.8	4.8	4.3	4.1
	% QoQ @ar	8.2	9.7	-8.3	-3.4	9.1	9.9	7.9	6.2	5.0	4.3	4.0	4.0	4.4
Depreciation Reel	% QoQ @ar	2.4	-3.2	-18.5	-9.7	2.8	3.6	1.9	0.2	-0.9	-1.6	-2.0	-2.1	-2.0
Taux Interet														
Nominale	% p.a.	8.2	10.4	9.5	10.3	8.4	7.2	7.3	7.5	7.8	8.0	8.2	8.3	8.5
Reel	% p.a.	-2.0	-1.4	-3.5	-2.0	-2.1	-1.7	-1.4	-1.2	-1.0	-0.9	-0.8	-0.8	-0.7
Nominal Money (Base monetaire)														
Actual level	bln GNF	17.3	16.9	18.0	19.1	20.1	21.0	21.9	22.7	23.6	24.5	25.4	26.3	27.3
Target level	bln CNF	16.1	16.8	17.8	18.6	19.4	20.2	21.0	21.0	22.8	23.7	24.6	25.5	26.5
Actual growth	% QoQ @ar	-9.4	-8.7	23.8	23.8	21.5	18.1	16.1	15.2	14.8	14.7	14.6	14.6	14.5
Target growth	% QoQ @ar	15.9	18.7	21.1	17.8	17.2	16.7	16.2	15.9	15.6	15.4	15.2	15.1	15.0

Source : Calculs à partir des données de la Banque Centrale de la République de Guinée, du Ministère du Plan et du Développement Economique et du FMI

Tableau 16 : Résultats de prévision du scénario alternatif 2 (augmentation du prix du carburant à la pompe de GNF 9 000 à GNF 11 000)

		20Q4	21Q1	21Q2	21Q3	21Q4	22Q1	22Q2	22Q3	22Q4	23Q1	23Q2	23Q3	23Q4
PIB														
Croissance	% YoY	6.1	5.1	5.1	5.5	5.4	5.9	6.3	6.2	6.3	6.3	6.2	6.1	5.9
	% QoQ @ar	6.2	4.2	4.9	6.8	5.7	6.3	6.4	6.4	6.3	6.2	6.0	5.8	5.7
Tendance de Croissance	% YoY	6.4	6.2	6.0	5.9	5.9	5.8	5.8	5.8	5.8	5.7	5.7	5.7	5.7
	% QoQ @ar	6.1	5.9	5.9	5.9	5.8	5.8	5.8	5.7	5.7	5.7	5.7	5.7	5.6
Ecart de PIB	%	-0.2	-0.6	-0.9	-0.7	-0.7	-0.6	-0.4	-0.3	-0.1	-0.0	0.0	0.1	0.1
Inflation														
Inflation	% YoY avg	10.7	12.5	12.4	13.0	13.3	11.4	9.6	9.3	9.2	9.3	9.4	9.4	9.5
	% YoY eop	10.6	12.3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Cible Inflation	% QoQ @ar	8.3	16.9	16.4	10.6	9.4	9.2	9.2	9.2	9.3	9.4	9.5	9.6	9.6
	% YoY	10.3	10.2	10.1	9.9	9.8	9.7	9.7	9.6	9.6	9.6	9.6	9.6	9.5
Taux de Change														
Nominal	GNF per USD	9818.9	10049.6	9835.3	9750.0	9944.3	10173.8	10373.1	10538.7	10677.7	10799.2	10912.8	11027.3	11150.6
Depreciation	% YoY	5.3	7.3	4.1	1.3	1.3	1.2	5.5	8.1	7.4	6.1	5.2	4.6	4.4
	% QoQ @ar	8.2	9.7	-8.3	-3.4	8.2	9.6	8.1	6.5	5.4	4.6	4.3	4.3	4.5
Depreciation Reel	% QoQ @ar	2.4	-3.2	-18.5	-10.2	1.6	3.1	1.9	0.5	-0.5	-1.3	-1.7	-1.9	-1.8
Taux Interet														
Nominale	% p.a.	8.2	10.4	9.5	10.5	8.7	7.4	7.4	7.6	7.8	8.0	8.1	8.3	8.4
Reel	% p.a.	-2.1	-1.4	-3.5	-2.0	-2.1	-1.8	-1.5	-1.3	-1.1	-1.0	-0.9	-0.8	-0.7
Nominal Money (Base monétaire)														
Actual level	bln GNF	17.3	16.9	18.0	19.1	20.1	21.1	22.0	22.8	23.7	24.6	25.5	26.4	27.4
Target level	bln GNF	16.1	16.8	17.7	18.6	19.4	20.2	21.0	21.9	22.7	23.6	24.5	25.5	26.5
Actual growth	% QoQ @ar	-9.4	-8.7	23.8	24.0	21.8	18.5	16.3	15.3	14.8	14.6	14.5	14.5	14.5
Target growth	% QoQ @ar	15.9	18.7	21.0	17.7	17.1	16.6	16.2	15.9	15.6	15.4	15.2	15.1	15.0

Source : Calculs à partir des données de la Banque Centrale de la République de Guinée, du Ministère du Plan et du Développement Economique et du FMI

Tableau 17 : Comparaison de prévisions du scénario de base avec les scénarii alternatifs

	20Q3	20Q4	21Q1	21Q2	21Q3	21Q4	22Q1	22Q2	22Q3	22Q4	23Q1	23Q2
<i>Headline Inflation, % YoY</i>												
baseline	10.9	10.7	12.5	12.4	12.5	12.4	10.3	8.5	8.5	8.8	9.1	9.2
alternative	10.9	10.7	12.5	12.4	12.9	13.0	11.1	9.3	9.1	9.1	9.2	9.3
alternative2	10.9	10.7	12.5	12.4	13.0	13.3	11.4	9.6	9.3	9.2	9.3	9.4
<i>Headline Inflation, % QoQ</i>												
baseline	8.3	8.3	16.9	16.4	8.7	8.1	8.4	8.7	9.0	9.2	9.3	9.4
alternative	8.3	8.3	16.9	16.4	10.1	9.0	9.0	9.1	9.2	9.3	9.4	9.5
alternative2	8.3	8.3	16.9	16.4	10.6	9.4	9.2	9.2	9.2	9.3	9.4	9.5

Source : Calculs à partir des données de la Banque Centrale de la République de Guinée, du Ministère du Plan et du Développement Economique et du FMI

12, boulevard du Commerce, 6^e avenue de la République C/Kaloum
BP 692 - Conakry - République de Guinée

Tél : (+224) 664 67 77 77 - Fax : (+224) 669 08 88 88 - mail : secretariat.gouv@bcrg-guinee.org

www.bcr-guinee.org